

La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

RACISME ? MAIS VOYONS...

Parmi les nombreuses réactions qu'a suscitées l'émission de la Télévision romande *Au cœur du racisme*, retenons celle-ci : "Nous ne croyons pas qu'un canton (Genève, réd.) même très ouvert au monde, puisse, sans danger, absorber un nombre illimité d'immigrés du tiers monde. Au-delà d'une certaine proportion, le sentiment de peur, de légitime défense d'une identité prédomine."

Ce n'est pas l'Action nationale qui parle, mais le libéral genevois J.S. Eggly, conseiller national et rédacteur au bien-pensant *Journal de Genève* (10 septembre 1984). Peur, danger, perte d'identité, légitime défense même — alors que le nombre des réfugiés est loin d'être "illimité"! — tous les ingrédients irrationnels du racisme sont là. Le mot vous choque? Remplacez tiers monde par juif, et vous verrez!

Alors que le nombre des réfugiés en Suisse atteint 0,46 o/o de la population et les demandes d'asile 0,26 o/o, les autorités suisses ont ouvert une véritable chasse au droit d'asile.

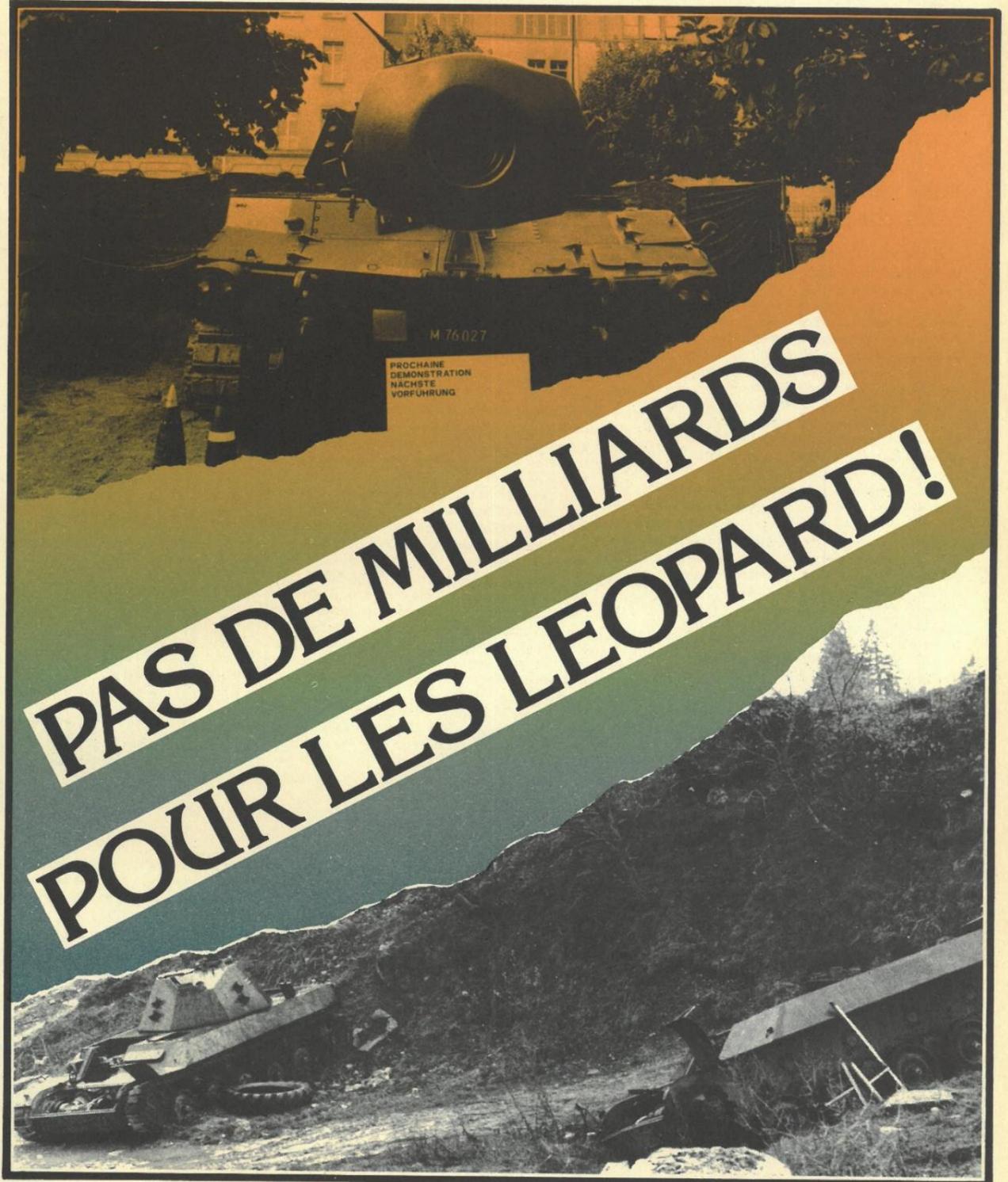
Une enquête publiée par *L'Hebdo* (13 septembre 1984) en fournit la sinistre preuve. Il s'agissait d'abord d'endiguer "l'afflux massif" des réfugiés, de décharger l'administration : on a introduit des procédures accélérées au mépris des droits de défense du demandeur d'asile. Puis les Friedrich, Eggly et consorts ont donné des ailes à l'Action nationale en ouvrant des "camps de dissuasion" pour réfugiés. Maintenant, comme ce Kurde renvoyé en Turquie dont *L'Hebdo* raconte l'histoire, on ne s'embarrasse même plus de procédures : on "convainc" le réfugié de renoncer à sa demande et la liste des "demandes sans objet" ne cesse de grossir!

Sur les dix millions de réfugiés dans le monde, l'écrasante majorité trouve asile dans les pays pauvres du tiers monde. 600 000 seulement en Europe. Monsieur Eggly et toute la bourgeoisie suisse sont les premiers à s'offusquer quand les peuples du tiers monde revendiquent leur identité, leur "légitime défense" contre des décennies de pénétration étrangère : la colonisation ou le néo-colonialisme qui ont détruit les cultures autochtones, imposé leurs capitaux et leurs crédits-sangues, écrasé le droit à l'indépendance sous la botte de leurs armées. Exploiter deux tiers de la planète, pour le bourgeois suisse, n'est pas une "dose insupportable" pour les peuples opprimés! Mais quelques milliers de ces gens chez nous, la "peur", le "danger" deviennent "légitimes".

Tout cela, bien entendu, n'a rien à voir avec du racisme... Le peuple juif a reçu, pour les projets coloniaux du sionisme, des milliards de dollars d'aide occidentale. Où restent les milliards de dollars que le bourgeois suisse versera pour endiguer la famine et la misère — principale cause d'exode et d'instabilité sociale, tribut de la présence néo-coloniale? Que ceux qui se font les cyniques censeurs entre "faux" et vrais réfugiés se mettent à combattre la famine!

Leurs milliards — on le sait — restent dans les coffres-forts helvétiques.

La Brèche



Afrique du Sud :

Une nouvelle
vague de révoltes



En mouvement

SOLIDARITÉ AVEC LE CHILI À LAUSANNE

A la suite des manifestations de rue au Chili et de la répression féroce qui les a suivies, toutes les organisations de la gauche vaudoise (PSO, POP, PSV, ASRC, JS, JSR) ont appelé à une manifestation de solidarité le 11 septembre à Lausanne.

Une centaine de personnes ont ainsi défilé en soutien à la lutte du peuple chilien, contre la dictature assassine de Pinochet. Pour symboliser cette solidarité, les manifestants ont frappé des casseroles, rappelant ainsi que, lors des "protesta", la population chilienne manifeste de la même manière. Le tintamarre des casseroles dans les rues de Lausanne n'a pas dû atteindre les oreilles des grands quotidiens d'information qui n'ont pas soufflé mot de cette manifestation!



FCTA 1984 : UN CONGRÈS ORDINAIRE

La FCTA (Fédération des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation) a tenu son congrès les 7, 8 et 9 septembre. Bien qu'il se soit agi d'effectuer la révision totale des statuts et du programme de travail, rien de particulier n'est apparu. Au contraire, nous avons assisté à la confirmation de la politique syndicale des petits pas par l'intermédiaire des conventions collectives. Si celles-ci sont importantes, la direction de la FCTA omet de préciser que les conventions collectives n'existent que grâce à la combativité de la base et qu'il est possible d'agir en dehors des cadres de la participation.

De par le large champ d'action de la FCTA (28 branches, 195 conventions collectives), il est difficile de tracer une ligne d'intervention générale. Nous pouvons cependant constater que le syndicat ne touche pas de nombreux travailleurs du tertiaire (banques, assurances, grands magasins, mis à part Migros, Coop et Usego). Un effort particulier devra être entrepris afin d'ouvrir de nouvelles brèches dans le patronat.

La Jeunesse FCTA, créée lors du dernier congrès, peut permettre de gagner au syndicat de jeunes travailleurs combattifs. Le travail qui a été fait jusqu'à présent doit être amélioré. Si par exemple, l'avant-dernière conférence centrale de la Jeunesse FCTA s'est tenue sur le thème des 40 heures et s'est engagée à soutenir l'initiative 40 heures, aucune concrétisation n'a suivi cette résolution.

Quant à la présence des femmes dans la FCTA, un travail intéressant est effectué par la commission féminine. Il est malheureusement peu répercuté vers la base.

Pierre, délégué au Congrès FCTA



LE COMITÉ SUISSE POUR LA DÉFENSE DU DROIT D'ASILE PROTESTE

"En date du 23 août, malgré diverses interventions téléphoniques à Delémont, Berne et Genève, les autorités policières genevoises ont renvoyé dans son pays d'origine un jeune candidat à l'asile turc (kurde). Le Comité suisse pour la défense du droit d'asile dénonce avec indignation cette expulsion.

"D'abord parce qu'elle méprise les principes humanitaires essentiels en renvoyant dans un pays où le respect des droits fondamentaux est tout sauf garanti un homme dont le père a été assassiné en 1979 et qui a été lui-même arrêté et torturé par la police turque à l'âge de 15 ans déjà.

"Ensuite parce qu'elle viole clairement le droit fédéral en la matière : en avril dernier, les autorités de police neuchâtelaises ont refusé d'enregistrer la demande d'asile ; au moment du renvoi définitif, soit le 23 août, cette demande était pendante dans le canton du Jura, de sorte que les autorités genevoises, pas plus que celles du Jura, n'étaient en droit de prendre une telle décision. Seule l'autorité fédérale était habilitée à se prononcer.

"Enfin parce que le cas de ce jeune turc démontre clairement que les cantons généralisent des pratiques arbitraires et inhumaines, dans la mesure où ils refusent purement et simplement d'enregistrer des demandes d'asile et refoulent aussitôt les réfugiés, en les privant ainsi des droits de défense minimaux reconnus par la loi.

"Le jeune homme en question, déclare la police, est parti de son plein gré. Nous savons de bonne source qu'il était formellement opposé à signer une déclaration de renvoi. Par quelle pression psychologique sa signature a-t-elle été extorquée ?

"Le Comité suisse pour la défense du droit d'asile est décidé à combattre par tous les moyens l'extension d'une telle pratique indigne d'un Etat dit de droit."

Comité suisse pour la défense du droit d'asile

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DE DÉFENSE DES CHÔMEURS À GENÈVE

"Conformément à la nouvelle loi sur le chômage, plus de 800 chômeurs à Genève avaient terminé leur droit aux indemnités de 85 jours à la fin du mois d'avril.

"A la fin du mois d'août, quelque mille chômeurs de plus sont arrivés à la fin de leur droit aux prestations de l'assurance chômage, soit 170 jours pour 1984.

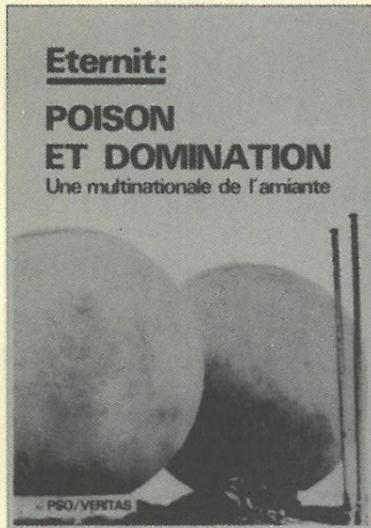
"A partir de là, de quoi ces chômeurs disposent-ils pour faire face à leurs engagements sociaux ?

"D'une part, l'Etat a prévu l'intégration à ses services pour une durée maximale de trois mois, ce qui ne règle pas le problème puisque la loi exige un minimum de six mois de cotisations à l'assurance chômage (c'est-à-dire six mois de travail salarié) pour avoir droit à 85 jours d'indemnités.

"Jusqu'à maintenant, l'expérience nous a appris que la plupart des chômeurs ne retrouvent pas de travail après leurs trois mois de travail à l'Etat. Et il ne leur reste alors que le recours à l'assistance publique, c'est-à-dire à l'Hospice général, qui refoule de plus en plus de chômeurs n'ayant plus aucun moyen de subsistance.

"Devant cette réalité, l'Association de défense des chômeurs a lancé une pétition par laquelle elle demande aux pouvoirs publics de faire en sorte que les chômeurs aient droit à six mois d'intégration à l'Etat (au lieu de trois mois, comme c'est le cas actuellement), sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité. Cette pétition a reçu le soutien de plus de 700 signatures récoltées parmi les chômeurs."

Association de défense des chômeurs



Editions Veritas, case postale 355, 8031 Zurich, 1983. 185 pages. Prix : Fr. 24,50. En vente, entre autres, dans nos librairies, nos locaux et à l'adresse ci-dessus. Ce livre existe aussi en allemand et en italien.

À PROPSO



JSR CONTRE LEOPARD

Lundi 17 septembre, une vingtaine de membres des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) et des Comités de soldats de Bâle et Berne ont déposé une pétition munie de plus de 8000 signatures. Cette pétition, initiée par les JSR, réclame : le renoncement à l'achat du Leopard 2, l'arrêt complet du programme d'armement, l'investissement des quatre milliards prévus pour les Leopard dans la formation, les bourses d'étude et la culture. En outre, les JSR demandent au Parlement d'accepter l'initiative visant l'introduction du droit de référendum en matière de dépenses militaires. Cette démarche était accompagnée d'une mise à mort symbolique devant le Palais fédéral d'un Leopard 2 en carton-pâte. Malheureusement, le vrai Leopard sera plus difficile à enterrer.



SOUSCRIPTION "INPRECOR" EN ESPAGNOL

Dans le cadre du nouvel essor des luttes en Amérique latine, les révolutionnaires de ces pays intensifient leur effort de propagande dans le mouvement ouvrier. Ils traduisent et publient en espagnol un supplément mensuel à *Inprecor* pour le Cône Sud. Ils en ont déjà publié deux numéros et ont besoin d'un soutien matériel pour en poursuivre la publication.

C'est pourquoi le PSO (section suisse de la IV^e Internationale) ouvre une souscription de 2000 francs pour aider à la publication d'*Inprecor* en espagnol.

Versez vos dons jusqu'à fin octobre au CCP 80-44457 SAP/PSO, Zurich, mention "Inprecor espagnol".

INTERPELLATION DE S. ZULAUF (PSO) AU CONSEIL DE VILLE DE BIENNE

Avec la mise au chômage partiel de plus de 700 personnes, le démantèlement et la fermeture de différentes entreprises du groupe ASUAG-SSIH, on assiste à une nouvelle phase de la politique du groupe horloger qui laisse présager de nouveaux licenciements massifs d'ici la fin de l'année.

Les autorités tant fédérales que cantonales ou communales ne prenant aucune mesure face à la politique délibérée des banques et du groupe horloger, la Municipalité ne devrait-elle pas, en signe de protestation, retirer son représentant de la commission de coordination OFIAMT/Cantons et communes horlogers ?

La Municipalité ne devrait-elle pas envisager la création d'un front des Municipalités de la région, s'appuyant sur les organisations ouvrières, afin de développer une politique de maintien et de création d'emploi ?



Pour discuter du soutien que nous pouvons apporter à l'initiative "pour une Suisse sans armée", nous vous proposons de participer à une ASSEMBLÉE-DÉBAT jeudi 27 septembre, 20h LAUSANNE Maison du peuple (salle 10) 5, place Chauderon

Avec : Philippe BECK, du Centre Martin Luther King (CMLK) et Jacques SCHNEIDER, du Comité "Suisse sans armée"

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50
une année, env. ouverte . . . 45.-
une année, env. fermée . . . 55.-
une année, étranger (Europe) . 80.-
abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, 3, rue Chaucau
1003 Lausanne
Editeur responsable C.A. Udry
Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact
Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Racisme ? mais voyons... 1

POLITIQUE

Reimann et les Leopard : une logique de fer... blanc 3

Contre le réarmement : appel contre l'acquisition des Leopard 2 3

Elections biennoises : un bilan qui n'est pas tout rose 8

Vaud : un large appui à notre initiative 8

SOCIAL

Horlogerie : le démantèlement continue 4

FTMH : propos mitigés sur la formation professionnelle 4

Initiative maternité : ils ont dit non 4

FOBB : que le syndicat se réveille !! 5

Piquets de grève à Berne 5

Capitalisme et crise 5

DOSSIER

Grève des mineurs en GRANDE-BRETAGNE : les gueules noires de l'ennemi intérieur 6-7

Les femmes dans la bataille 7

INTERNATIONAL

ISRAËL : un régime pourri 9

FRANCE : Fabius décrispe, Citroën cogne 9

AFRIQUE du SUD : une nouvelle vague de révoltes 10

POLOGNE : elles avancent à bottes feutrées 10

FÊTE de "La Brèche" à Genève 11

L'ÉVÈNEMENT

Amiante... vous avez dit amiante ? 12

Reimann et les Leopard :

Fritz Reimann est président de l'Union syndicale suisse; il est aussi conseiller national bernois et président de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie). A toutes ces qualités, il en ajoute une autre: il est terne. Gris, quoi. Mais du genre gris-vert. Fritz Reimann est donc pour l'acquisition des Leopard et leur fabrication sous licence en Suisse. C'est là la position officielle du président de la FTMH et la position officieuse de son syndicat.

Ses raisons? L'achat des Leopard assurerait deux mille emplois durant six ans en Suisse; il ne sert à rien d'abaisser leur coût global en les commandant directement — sans parler de refuser le crédit projeté — car "il est illusoire de penser qu'une partie de cet argent irait dans la recherche ou l'encouragement à l'innovation, tout serait utilisé pour d'autres armes" (24 Heures, 4 septembre 1984).

Il y a plus de deux cents ans de cela, Montesquieu se demandait "comment peut-on être Persan?". Aujourd'hui, il faut se demander "comment peut-on être Reimann?". Qui, lui, n'est absolument pas Persan, mais par contre vraiment obtus.

Car enfin, d'où tire-t-il sa certitude qu'une commande telle que celle des Leopard — politiquement insoutenable de la part de militants syndicaux sérieux — crée ou garan-

Une logique de fer... blanc

tit des emplois? Tout l'historique des commandes militaires de ces dernières années démontre le contraire.

* Pour "défendre l'emploi", la Confédération triple sa commande de camions militaires à Saurer: il s'agit de garantir 550 emplois jusqu'en 1988. Résultat des courses: à coup d'heures supplémentaires et d'équipes de nuit, la commande sera complètement livrée en 1985 déjà. Merci pour l'emploi!

* Bührle, principal bénéficiaire des commandes militaires figurant dans les mesures "d'encouragement de l'emploi" en 1983, décroche la même année un contrat pour une nouvelle série d'appareils Skyguard. Ce qui l'encourage... à licencier dans sa filiale Hispano-Suiza à Genève.

* Une autre filiale genevoise de Bührle, Contraves, fait passer, de 1981 à 1982 son chiffre d'affaires de 746 millions à près de 947,5 millions l'année suivante. Son personnel diminue, durant la même période, de 452 salarié(e)s.

Ce ne sont là que quelques exemples récents, que Fritz Reimann connaît parfaitement. Mais Fritz Reimann, partisan, comme son syndicat, de la défense nationale, suit en la matière, la même logique que la FTMH sur d'autres terrains. Celle du chien couchant, qui préfère rentrer dans sa niche avant même que son maître ne le lui ordonne. Celle qui consiste à dire: "puisque on ne peut faire qu'une partie seulement des crédits militaires soit utilisée à d'autres fins, alors il faut non seulement les accepter dans leur totalité, mais au prix fort!" Il faut espérer que dans sa vie quotidienne, Fritz Reimann n'applique pas la même logique. Sans quoi, voyant une voiture risquant de l'écraser, il décrètera du coup "puisque'elle ne veut pas m'éviter, il ne me reste plus qu'à me jeter sous ses roues."

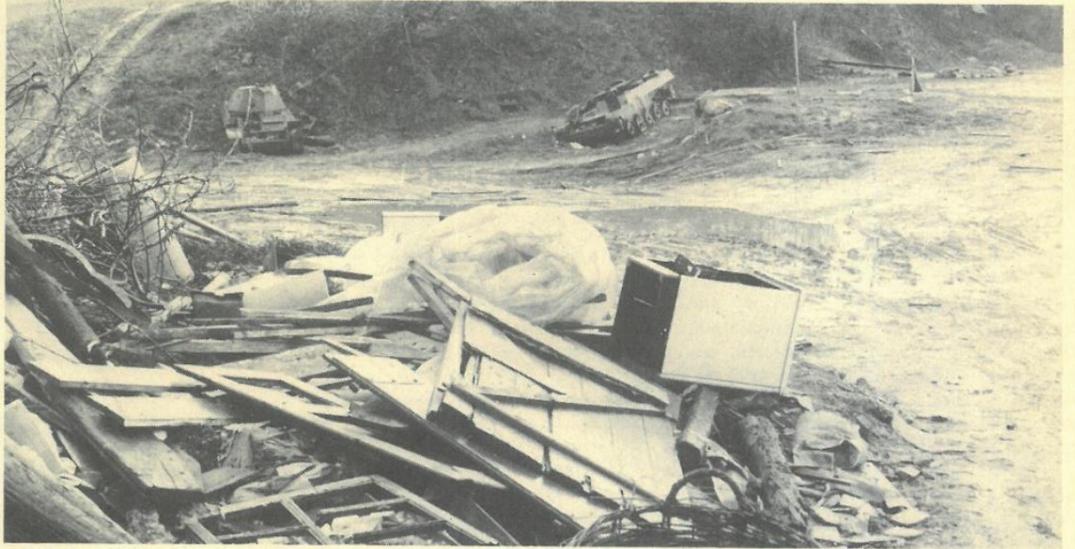
Exagération? Pas du tout: le même Fritz Reimann, apprenant que la commande à Saurer n'avait nullement garanti les emplois comme il l'avait expliqué s'est contenté d'un simple "encore une fois, ils n'ont pas tenu leurs promesses". Et que fait-il, cette fois pour qu'ils tiennent leur promesse? Rien, c'est tellement plus simple et, surtout, ça ne dérange pas les habitudes de ces messieurs de la Weltpoststrasse (siège de la FTMH), habitués dès leur plus jeune âge à faire la claque des patrons et des bourgeois.

Il y a eu beaucoup de Fritz militaristes dans l'histoire suisse. L'un d'entre eux vient de se faire déboulonner méchamment. C'était aux Rangiers, seulement...

Eric Peter

Pour la paix, contre le réarmement :

Appel contre l'acquisition des chars Leopard 2



Leopard et débris font bon ménage.

Nous publions ci-dessous l'appel contre l'acquisition des Leopard 2. Cet appel, lancé par un comité unitaire regroupant plusieurs partis de gauche et associations pacifistes (dont : PSO, POCH, PdT, PSA, Comité de soldats, Conseil suisse de la paix, Groupe de gauche du PSS, Groupe pour une Suisse sans armée, JSR, etc.), vise à développer une réelle politique d'opposition contre les programmes d'armement. Il est d'autant plus nécessaire qu'aujourd'hui la direction du Parti socialiste et certains dirigeants syndicaux (voir ci-contre) sont prêts, au nom d'une illusoire défense de l'emploi, à cautionner cet achat. Parmi les signataires, citons notamment Jean-Marie Auberson (chef d'orchestre), Yvette Théraulaz (chanteuse), Armand Magnin (conseiller national PdT), Richard Bäumlín (conseiller national PSS), Suzanne Loup (conseiller général PSO).

Jusqu'à la fin des années quatre-vingts, l'armée suisse devra être dotée de centaines de chars d'assaut Leopard. Leur coût unitaire tournant autour des 10 millions, il s'agit là du plus grand crédit d'armement suisse de tous les temps.

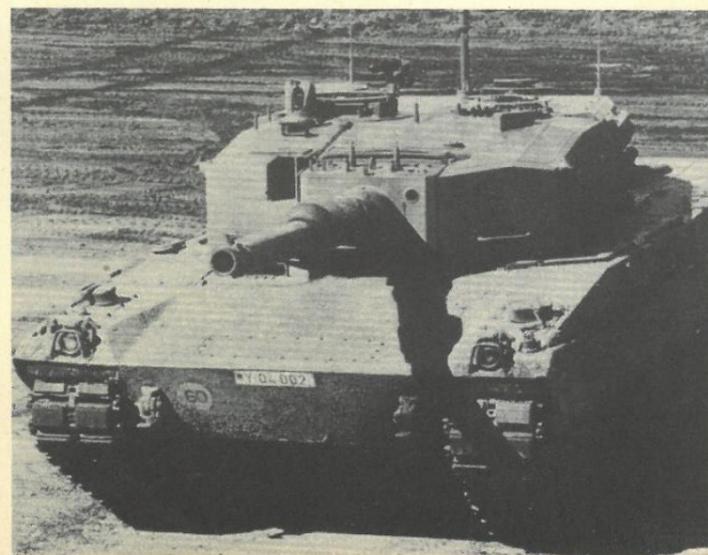
Notre refus de l'achat de ces blindés repose sur des considérations de fond. Nous ne sommes ni pour un achat un peu meilleur marché, ni pour un déroulement plus "net" des tractations et pas non plus favorables à l'une ou l'autre des entreprises d'armement.

* En s'engageant dans cette affaire de plusieurs milliards, la Suisse participerait une nouvelle fois, et cela avec un crédit record, à la course mondiale aux armements. Vu la faim et la pauvreté qui règnent dans le tiers monde, ces dépenses d'armements sont quotidiennement responsables de la

mort et de la misère de nombreux êtres humains.

* Ces milliards seraient utilisés par la Suisse pour acquérir un système d'armes issu des bureaux techniques des stratèges de l'OTAN. En acquérant, par régiments entiers, ces chars d'assaut — au sens littéral du terme — modernes, les dirigeants militaires prennent consciemment le risque d'une bataille de blindés sur le Plateau. Car les blindés n'intimident personne, ils ne font qu'attirer d'autres blindés. De plus, la Suisse s'intégrerait ainsi encore plus à l'OTAN.

* L'achat des Leopard manifeste la volonté des militaires suisses de ne pas rater le train du développement technique accéléré que connaît la production d'armements. Mais, s'agissant d'un petit pays, cet effort n'est, à long terme, qu'une mission impossible. Ses conséquences à moyen terme sont déjà visibles: l'aviation militaire a déjà



Le char Leopard 2.

fait connaître son envie d'un nouveau système d'armes, encore plus cher.

* Là où commence le complexe militaro-industriel s'arrête la démocratie. Le nouveau plan directeur de l'armée n'est rien d'autre qu'une liste de vœux de la Société suisse des officiers, érigée en orientation officielle après avoir contourné le parlement et le gouvernement. Les milliards de commandes qu'il contient sont autant de profits gigantesques pour l'industrie privée; grâce à la pratique du secret du Département militaire fédéral et à l'étroite interpénétration des fabricants d'armes et des instances chargées de l'acquisition du matériel, ces profits ne sortent pas de l'ombre.

* En Suisse aussi, le chômage est devenu un problème permanent. Mais c'est une illusion de croire que les milliards des crédits militaires contribuent à la création d'emplois sûrs et stables. Les investissements dans le domaine social, dans la protection de l'environnement, dans les transports publics et dans l'éducation sont bien plus créateurs d'emplois.

* Les milliards consacrés à l'achat des Leopard représentent autant de ressources de la Confédération qui manqueront ailleurs. Les dépenses sociales (abaissement de l'âge de la retraite, assurance maladie plus sociale, congé maternité, etc.), l'éducation et la formation, les transports publics tomberaient ainsi encore plus durement sous la coupe d'une politique d'économies antisociale et bornée.

Pour toutes ces raisons, nous nous prononçons pour l'abandon pur et simple de ce projet d'armement.

La proposition, récemment avancée, de n'acheter qu'un peu moins des 420 blindés prévus n'est absolument pas une solution. Elle témoigne par contre de l'impuissance des instances parlementaires lorsqu'il s'agit de s'opposer à la politique de réarmement du complexe militaro-industriel.

A cette occasion, on a pu constater une nouvelle fois la nécessité de l'introduction d'un référendum sur les crédits d'armements, qui permettrait au peuple d'opposer son veto à de tels projets.

Nous vous appelons tous et toutes à vous opposer à la course aux armements dans votre pays et à soutenir activement le mouvement pour la paix.

Horlogerie :

Le démantèlement continue

En avril dernier, la direction du groupe ASUAG-SSIH et la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH) signaient un accord prévoyant, pour l'été 1985, la fin de la fabrication des ébauches d'OMEGA à Bienne. Ce délai de 18 mois devait permettre, aux yeux de la FTMH, de trouver une "solution acceptable" pour les travailleurs en vue de leur reclassement. Or l'arrêt de la production a été avancé au 31 décembre prochain. Cette mesure, que l'accord d'avril devait, paraît-il, empêcher, en annonce de plus graves encore.

En effet, la décision du groupe horloger de mettre plus de 700 travailleurs au chômage partiel, de fermer les entreprises Maeder-Leschot, OMEGA Cortébert et Schmitz Granges ainsi que de démanteler Mido et Certina représente un nouveau tournant dans la politique du patronat et des banques. Ce tournant s'inscrit d'ailleurs dans leur offensive lancée au printemps dernier. Depuis la signature de l'accord d'avril avec la FTMH, on peut compter 221 licenciements dans le groupe ASUAG-SSIH (80 chez Mido-Certiña, 66 chez Maeder-Leschot, 45 chez Schmitz et 30 chez FEF travaillant pour ETA).

Les banques se retirent

En plus des 700 travailleurs au chômage partiel — chômage dont la durée est planifiée jusqu'à la fin de l'année — plusieurs départements, qui n'étaient pas concernés ce printemps par la restructuration d'OMEGA à Bienne, sont touchés par une baisse du travail. Certains sont même décapités de leur encadrement : tactique bien connue de la direction du trust pour couler une entreprise. L'usine d'OMEGA "N" fermera ses portes à Noël.

Des centaines de travailleurs, surtout des femmes, continuent avec des contrats courts. La direction maintient ce système pour se débarrasser aisément de ce personnel. Ne pas renouveler un contrat au lieu de licencier, c'est tellement plus simple ! La direction a déclaré ne plus pouvoir assurer les engagements de l'accord d'avril qui devaient : "garantir soit un reclassement, soit une solution acceptable pour chacun".

Comme le note froidement L'Impartial du 6 septembre : "Avec un peu de recul, on peut voir qu'il ne s'agit pas d'un simple incident de parcours sur la voie de la reprise, ou d'un investissement mal réparti (...). Le phénomène est beaucoup plus profond et sera malaisé à maîtriser." Les nouvelles mesures prises confirment ce que nous disions déjà au printemps dernier : "Les banques veulent se retirer de l'horlogerie. Les restructurations de Thomke entraîneront la débâcle."

De nouveaux licenciements

Aujourd'hui, ce n'est pas l'interdiction du travail de nuit pour les femmes qui entraîne le chômage partiel, mais, au contraire, une



Le siège de la SSIH à Bienne.

surproduction, un gonflement des stocks. Pourquoi cela ? Parce que les projets de Thomke de développer à grands coups de publicité une offensive sur le marché des deux marques OMEGA et LONGINES sont restés dans les tiroirs des banquiers. Conséquences aujourd'hui : surproduction et... mise à l'écart de Thomke, voire son départ ! La direction d'ETA répondait dernièrement à la commission du personnel que : "pour l'instant, Thomke restait encore à la direction d'ETA" (c'est nous qui soulignons, réd.). Nous sommes, sans aucun doute, à la veille de licenciements massifs dans l'horlogerie.

Pour une réponse ouvrière

La première riposte des travailleurs d'OMEGA Cortébert — qui exigent avec 500 pétitionnaires le village le maintien de l'atelier OMEGA — nécessite un soutien massif et actif de tous les travailleurs et des organisations ouvrières. Il faut les soutenir jusqu'au bout,

même s'ils envisagent d'occuper l'usine.

Cependant, ce sont tous les travailleurs du trust qui devraient se mobiliser, car qui n'est pas menacé aujourd'hui ? Il faut exiger l'application inconditionnelle de l'accord d'avril. La FTMH doit enfin en publier le texte et ne plus en respecter le secret.

Les partis de gauche et les syndicats ne peuvent plus se contenter de déplorer la situation. Le patronat n'a jamais respecté les travailleurs ! Il s'agit, pour les organisations des travailleurs, d'avancer des propositions concrètes pour garantir l'emploi, de réfléchir à des mesures de diversification économique.

Tout ceci montre une fois de plus que l'industrie privée est incapable d'assurer des emplois stables, de les maintenir là où ils sont. Le contrôle public est la seule réponse à la hauteur de l'attaque patronale afin de défendre les places de travail de la région.

P. Sautebin

Initiative maternité :

ILS ONT DIT NON

Du fond du cœur, ils louent leurs mères et vantent les bienfaits de la maternité... mais du fond du porte-monnaie, pas question de lâcher un sou pour faciliter le choix des parents. Ils ont dit un non ferme. Le Conseil fédéral a développé d'abondants arguments pour rejeter l'initiative dans son message de novembre 1982. Les Chambres ont suivi fidèlement ! Le Conseil national a balayé l'initiative par 88 voix contre 40 (celles de la gauche). Au Conseil des Etats, 27 voix bourgeoises contre 7 socialistes ont préféré attendre la révision de l'assurance maladie (LAMA).

L'essentiel de leurs arguments repose sur le coût et sur la place des femmes-mères dans la société. Les voici :

* Depuis déjà 40 ans, il existe les bases constitutionnelles pour réaliser une assurance maternité indépendante. C'est dramatiquement vrai et ce simple fait prouve qu'on ne peut pas compter sur la "bonne volonté" du parlement.



* La révision de la LAMA conduira plus vite au but. En cours depuis 1978, cette révision est tombée dans une totale impasse avec l'explosion des coûts de la santé et la faillite du système de financement. La révision de la LAMA présentée comme contre-projet est donc une alternative trompeuse, irréaliste et antisociale, puisqu'elle repose sur les cotisations individuelles.

* Non à une assurance solidaire sur le modèle AVS, on ne fait pas cotiser des personnes qui ne pourront ou ne voudront pas bénéficier de ces prestations ! Là on touche le fond du rejet. Pas un sou pour développer une prise en charge collective de la maternité. D'après les députés bourgeois, c'est un choix privé, à assumer individuellement et cela pendant 15 à 25 ans ! En refusant une assurance indépendante, ils maintiennent la maternité au rang des maladies.

* Le congé parental coûtera une fortune, il correspond à une vision égalitariste des sexes ! Toute l'argumentation de la droite cache mal le profond rejet de voir les femmes, mères et travailleuses, sur la voie de concilier mieux leur double rôle de mères et de travailleuses, et de voir des pères sacrifier un brin de virilité à langer-laver-consoler leurs marmots !

S'il est vrai que le congé parental représenterait presque la moitié des frais en cas de réalisation de l'initiative, environ un demi milliard par an, qu'est-ce à côté des 4 milliards dépensés annuellement pour l'armée !

Oui à l'initiative, oui au congé parental, oui à une assurance solidaire !

Participez à la campagne, informez-vous auprès du secrétariat national maternité, 13a, rue de l'Hôpital, 2502 Bienne, ou auprès de la section PSO de votre ville.

La FTMH prépare son congrès :

PROPOS MITIGÉS SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'horloger oriente un robot guidé au rayon laser. Le compositeur sur plomb doit se faire à l'écran. La secrétaire troque sa machine à écrire contre un micro-ordinateur. Le mécanicien n'a plus à tourner la manivelle de sa fraiseuse, il manipule les touches d'une machine à commande numérique.

Pour tous ces travailleurs, l'introduction de la microélectronique dans toutes les sphères de l'économie n'est pas un slogan mais une réalité qu'il faut affronter.

Restons-en au mécanicien, au secteur des machines. Comment réagit son syndicat le plus important, la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie (FTMH), dans le domaine de la formation professionnelle, du recyclage et de la formation continue ? Quelles réponses apporte-t-il à l'introduction des nouvelles technologies ?

Sur les 50 pages du programme de travail soumis au congrès de la FTMH, qui se tient cet automne, quatre seulement abordent "la formation professionnelle de base, la formation continue et le recyclage". Trois constatations s'imposent :

— On y cherchera à la loupe des revendications concrètes. Le paiement complet du salaire pendant le recyclage ou une formation complémentaire y figure. Le reste se borne à des constats généraux et des déclarations d'intention.

— Ces quatre pages sont imprégnées de l'esprit de collaboration constructive avec les autorités et le patronat. "La FTMH veut et est prête à collaborer activement à toutes les instances et commissions paritaires existantes ou à créer. Elle

développera ses propres modèles de formation et les soumettra à la discussion avec le patronat et les autorités." On cherchera en vain un rappel des intérêts contradictoires entre patrons et travailleurs.

— Pas un mot enfin pour dire ce qu'il faut faire. De bonnes intentions comme : "sur le fond la FTMH exige une large formation professionnelle de base", ou bien : "le contenu et les méthodes de la formation doivent sans cesse être adaptés aux nouvelles connaissances", ou encore : "le recyclage ne doit pas conduire à un travail moins qualifié" — restent des déclarations suspendues en l'air, ou des illusions, quand il manque les moyens et la force de les imposer.



Un autre accent chez les jeunes

Heureusement, la Conférence des Jeunesses FTMH des 4 et 5 mai dernier a avancé certaines autres réponses à ces questions que l'on retrouve dans des motions au congrès FTMH.

L'une d'elles touche directement la paix du travail : celle-ci n'aurait force obligatoire que si toutes les revendications syndicales sont réalisées.

Les propositions qui concernent la formation professionnelle développent l'idée d'une sorte de système en paliers, assurant une forma-

tion de base approfondie et large pendant l'apprentissage, y compris l'informatique et la technique des ordinateurs. La spécialisation ne viendrait qu'après. Nous pensons toutefois que cette conception est irréalisable dans le cadre de l'apprentissage en emploi. Il n'y a dans ce domaine qu'une alternative : celle d'ateliers publics de formation, comme le prévoit notre initiative.

De tels ateliers permettent de suivre l'évolution des exigences techniques dans un domaine, indépendamment d'une branche spécifique. Ils peuvent garantir à l'apprenti une formation de base sérieuse et large en le libérant de la pression à la rentabilité. Ils sont aussi le seul moyen pour dépasser les fortes différences de qualité dans la formation qui existent d'entreprise à entreprise.

La FTMH de Zoug pour les ateliers publics

L'initiative que nous avons déposée en 1982 prend dans ce cadre toute son importance. La section de Zoug de la FTMH a déposé à ce congrès une motion pour la soutenir. La FTMH aura donc l'occasion de montrer qu'elle tient à ses objectifs en matière de formation professionnelle et de recyclage.

Martin Zurlauben

FOBB :

QUE LE SYNDICAT SE RÉVEILLE !!



La FOBB lors du 1er Mai 1981 à Genève.

L'affrontement autour du renouvellement du contrat collectif national de la maçonnerie et du génie civil se trouve actuellement à un moment crucial et très difficile.

Pour marquer la fin des rapports contractuels avec le patronat du bâtiment, la FOBB (Syndicat du bâtiment et du bois) avait organisé le 26 juin dernier une manifestation nationale devant le Palais des congrès à Genève, où se tenait l'assemblée annuelle de la Société suisse des entrepreneurs (SSE). Pour tous les participants, cette journée restera un événement mémorable. Depuis des années, la combativité ouvrière ne s'était plus exprimée en Suisse et sur la place publique avec autant de vigueur.

Vers l'enlèvement ?

Cette démonstration de force aurait pu constituer un excellent coup d'envoi pour une mobilisation ouvrière large.

Mais pendant l'été, les entrepreneurs ont pu mettre à profit le temps et l'inertie de l'appareil syndical pour obtenir des "pourparlers sereins", se déroulant à l'abri de toute manifestation ouvrière. Et le syndicat n'a pas réussi à exploiter la dénonciation précoce du contrat collectif pour imprimer au renouvellement contractuel de cette année un style nouveau visant un renversement du rapport de forces dans le secteur de la construction.

C'est d'autant plus grave que les

entrepreneurs ont développé au cours de cet été une tactique de négociation offensive et très habile.

Le piège patronal

Face aux revendications syndicales, les patrons opposent un mur total :

- durée hebdomadaire du travail : ils refusent toute diminution de l'horaire d'été (45 à 47,5 heures par semaine).

- Horaire hebdomadaire moyen annuel : ils ne sont prêts à envisager une diminution d'une demi-heure par année qu'à partir de 1986 et moyennant une participation financière des travailleurs aux coûts occasionnés.

- Rattrapage du coût de la vie :

ils proposent une réglementation qui, au-delà de 2 o/o par année, fait dépendre le montant de la compensation du total des charges supplémentaires que les entrepreneurs doivent verser en raison d'autres améliorations du contrat collectif ou d'autres charges sociales.

- Extension du champ d'application du contrat collectif national aux apprentis : ils ne veulent tout simplement pas en entendre parler.

Autant dire que les entrepreneurs sont fermés à toute amélioration substantielle ; leur unique souci étant de limiter au maximum de nouveaux frais.

En outre, leurs revendications visent tout simplement à faire taire et à affaiblir les syndicats en général et la FOBB en particulier :

- Ils exigent que l'affichage et la distribution de tracts sur les chantiers ne puissent désormais plus se faire qu'avec l'autorisation du propriétaire de l'entreprise...

- Ils veulent que la résiliation du contrat collectif national ne soit plus possible qu'avec l'accord simultané des quatre syndicats signataires. Ceci donnerait tout le pouvoir aux autres syndicats, minoritaires face à la FOBB...

- Ils demandent que la contribution professionnelle soit abaissée à 0,4 o/o, que le remboursement de cette contribution aux syndicats soit réduit et que le contrôle des effectifs syndicaux soit renforcé.

La tactique patronale est ainsi très claire. Dans les mois à venir, la SSE ne fera des concessions aux revendications syndicales que si la FOBB accepte au moins une partie des revendications patronales. Or aucune de celles-ci n'est acceptable pour le syndicat.

En effet, un syndicat qui accepte des entraves à l'information des ouvriers sur les chantiers signe sa propre condamnation à mort. De même, en acceptant de se faire dicter sa politique par les syndicats minoritaires, il se paralyse. Quant à la contribution professionnelle, c'est le talon d'Achille des syndicats du bâtiment. Son introduction a très gravement entamé la motivation syndicale des ouvriers de la construction. Dans les conditions actuelles, une diminution de la contribution professionnelle entraînerait une marée de démissions et un grand trou dans les caisses syndicales. La FOBB devrait tout faire pour se libérer de cette entrave. Mais

en attendant, elle en dépend, ce qui permet aux patrons d'imposer leur vue en faisant du chantage.

Une seule issue

Seule une nouvelle mobilisation ouvrière, plus massive et encore plus combative que celle du 26 juin, peut éviter aux maçons et aux manoeuvres de ce pays d'être victimes des pièges tendus par les entrepreneurs. Il n'est pas trop tard pour se lancer sur cette voie !

Une manifestation nationale doit être agendée dès à présent, à l'image de celle que la FOBB avait organisée en 1980 pour l'abolition du statut de saisonnier. Il faut montrer au patronat que les travailleurs de la construction ne sont pas prêts à déposer les armes ! En attendant que le syndicat prenne des initiatives à l'échelon national, il est utile de mener des actions au niveau local. Des affiches, des tracts, des manifestations sont indispensables pour alerter les travailleurs et pour montrer au patronat et aux dirigeants syndicaux qu'ils veulent à tout prix obtenir des améliorations concrètes !

Faucher

Droits syndicaux en question :

Piquets de grève à Berne

Lundi 27 août, 14 heures : 15 chauffeurs et personnes de service de l'Organisation des malades et invalides (KIO) de Berne entrent en grève illimitée. Ils ripostent au licenciement de quatre collègues et exigent leur réintégration immédiate ainsi que la formation d'un service de transport des invalides de la KIO.

Cette grève éclate après une année de confrontations entre les chauffeurs et le nouveau directeur de la KIO, Jost van der Haas, venu du groupe Hasler, au sujet des conditions de travail. Van der Haas veut s'imposer comme seul maître à bord - dès la grève, il licencie

encore deux chauffeurs, soit six au total - contre les chauffeurs qui se sont organisés au Syndicat suisse des services publics (SSP/VPOD) depuis le printemps 1984. Le canton de Berne, qui couvre tout de même un million de déficit annuel de la KIO, n'est pas mécontent de

cette ligne dure de Van der Haas : les économies et le démontage social sont à l'ordre du jour dans les services sociaux ou de santé. Dès lors, il n'est plus question de tolérer des "expériences", des formes d'autogestion - les chauffeurs avaient en effet mis au point, sur plusieurs années, leur propre service de transport des invalides.

Il licencie, on fait grève

Aux vagues de licenciements de ces dernières années, les travailleurs

n'ont, dans la majorité des cas, pas réagi, acceptant au mieux un plan social. Rien de tel chez les chauffeurs de la KIO : ils ont organisé une grève active. Soutenus par le SSP, ils ont installé un local de grève, tenu une assemblée journalière qui décidait démocratiquement de la conduite de leur lutte. Ils ont tenu compte des besoins des invalides, mettant sur pied un service de transport d'urgence et, par la suite, un "service de transport alternatif". Ils ont tenu des stands d'information en ville, lancé une pétition, organisé une fête. Les réactions ont été très positives dans la rue et même, jusqu'ici du moins, dans la presse.

L'une des actions les plus importantes de cette grève a été l'organisation d'un "blocus d'avertissement", c'est-à-dire d'un piquet de grève devant le garage de stationnement des véhicules de la KIO, auquel ont participé une quarantaine de personnes, grévistes et syndicalistes solidaires. Van der Haas voudrait le briser en engageant des conducteurs "jaunes".

Cette action fait davantage penser aux "gueules noires" britanniques qu'à la ville fédérale suisse ! Elle a eu d'autant plus d'écho que les grévistes ont su gagner la participation de personnalités politiques et syndicales connues à ce piquet - ce qui a commencé à faire fléchir la direction de la KIO.

Il faut élargir le soutien

La conduite de cette grève montre que les grévistes sont prêts à lutter autant qu'il le faudra pour obtenir la réintégration des licenciés. Pour que la pression sur le canton et la direction de la KIO soit assez forte, ils ont besoin d'une

large solidarité. La direction de la section bernoise du SSP hésite au contraire, demandant de cesser ces actions, d'arrêter d'ameuter la presse... pour que les autorités et la direction puissent tout régler.

L'expérience a pourtant démontré l'inverse. Jouer avec le temps est difficile et les grévistes n'ont de chance de gagner que s'ils maintiennent une pression publique et une large solidarité syndicale. Le comité de soutien à la grève, constitué après la première semaine avec la participation du cartel de l'Union syndicale de Berne, du Parti socialiste (PS), d'Alternative démocratique, des POCH, du Parti des invalides et des défavorisés ainsi que du PSO, doit contribuer à accroître cette pression.

Que fait le Parti socialiste ?

L'attitude du PS montre que cet objectif n'est pas encore acquis pour tous. Le PS a soutenu les grévistes - très bien. Mais le président de la KIO signataire des lettres de licenciement, P.J. Kopp, est aussi membre de ce parti et le conseiller d'Etat responsable de ce département (et qui pourrait donc exercer une pression sur la direction de la KIO pour retirer les licenciements) est également un socialiste. On voit à quoi et à qui peut servir cette position bâtarde ! Il ne reste qu'à souhaiter que les membres du PS bernois sauront imposer une véritable solidarité et le retrait des licenciements.

P. Siegrist

Pour la solidarité :
Grévistes de la KIO, c/o VPOD, Monbijoustrasse 61, 3007 Berne. Collectes : CCP 30-20297, Gruppe Sozialarbeit VPOD Bern (mention : "grévistes KIO"). Tél. du local de grève : (031) 45 67 45.

*** CAPITALISME ET CRISE ***

POUR LA CNA, LES PROFITS PASSENT AVANT LA SANTÉ

La Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) et l'OFIAMT (Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail) considèrent que le travail à l'écran est inoffensif. Dans leurs recommandations, tirées à 74 000 exemplaires, on ne trouve trace, par exemple, de la nécessité de limiter le temps de travail à l'écran. Car, selon un juriste du secrétariat général de la CNA, il n'existe "à ce jour aucune confirmation scientifique, qui, sous l'angle de la médecine du travail, rendrait nécessaire" cette limitation. Un avis que

ne partagent pas l'Institut Gottlieb-Duttweiler et l'Institut de psychologie du travail et de l'entreprise de l'EPF de Zurich. Dans leur manuel, ils écrivaient l'an passé : "De manière générale, dans la pratique et dans la science, on considère qu'une limitation du travail à l'écran à quatre heures quotidiennes au maximum est nécessaire."

La CNA, elle, conséquente avec son point de vue, ne recommande rien de précis en matière de pause, d'examen préventifs et de contrôle ; la fatigue due au rayonnement n'entre

pas en ligne de compte. Le manuel de l'EPF explique par contre : "une série d'études ont permis de constater que le travail extensif à l'écran pouvait provoquer des atteintes à la santé". En particulier des douleurs dans les yeux, des maux de tête, ainsi que des douleurs rhumatismales.

Une constatation faite quotidiennement par tous ceux et toutes celles qui, dans les banques, les administrations, les imprimeries, etc. travaillent à l'écran. Et à qui, une fois de plus, la CNA tourne franchement le dos.

Burke

En juillet, Margaret Thatcher a déclaré que si Galtieri (chef de la junte militaire d'Argentine au moment de la guerre des Malouines) avait été "l'ennemi extérieur", dans la grève des mineurs "nous nous battons contre l'ennemi intérieur". Ces propos ineptes ont clairement manifesté à la fois le rôle qu'avait joué la guerre des Malouines pour son gouvernement et son attitude envers les syndicats.

Tout le monde attend maintenant la réponse du mouvement ouvrier à cette déclaration de guerre. La question centrale, depuis le début de la grève des mineurs, a été celle des actions de solidarité de la classe ouvrière tout entière. Même la presse bourgeoise a mis en évidence les efforts considérables qui ont été déployés par le gouvernement pour empêcher des mouvements de grève d'autres secteurs clés de la classe ouvrière tant que durera la grève des mineurs. Selon le numéro du 18 août de l'hebdomadaire *The Economist* (proche du Parti conservateur), qui prédit une victoire du gouvernement au printemps 1985, "deux facteurs pourraient intervenir pour enrayer l'effrètement de la grève. Le premier serait l'apparition de nouveaux problèmes dans les docks. (...) Deuxièmement, les directions des deux principaux syndicats des cheminots veulent engager la lutte contre les réductions d'emplois dans leur secteur en organisant une journée d'action (...) accompagnée d'une grève du zèle illimitée calculée pour entraver le service".

Il y a déjà eu, au mois de juillet, une grève nationale des docks, après que la direction de la sidérurgie nationalisée a rompu les accords passés avec le syndicat en faisant charger par des non-dockers, dans le port d'Immingham, sur la côte est de l'Angleterre, du minerai de fer destiné aux aciéries. Le Syndicat des transports et des travailleurs non qualifiés (TGWU), qui organise la presque totalité des docks, a appelé à une grève nationale pour protester contre cette brèche dans le système d'embauche dans les docks, acquis des travailleurs remporté de haute lutte, qui garantit un emploi à tout docker indépendamment des variations du marché du travail. (...)

Au moment où nous écrivons cet article, une nouvelle grève des docks commence. Un bateau chargé de charbon destiné à l'aciérie de Ravenscraig, en Ecosse, avait été déchargé aux docks de Hunterston par des employés de la société sidérurgique. "Du charbon jaune déchargé par des jaunes", a dit Arthur Scargill, président du NUM. Les docks des douze ports les plus importants d'Ecosse ont tout de suite arrêté le travail en signe de protestation. Ensuite, une conférence nationale du TGWU, réunissant des représentants des 35 000 travailleurs des docks, a appelé à une grève nationale qui devait être ratifiée par des assemblées générales dans chaque port. (...)

LE JEU DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

Le jeu du gouvernement et du patronat est extrêmement risqué pour eux. Tout d'abord, l'action de solidarité avec les mineurs entreprise par les docks est strictement illégale, d'après les lois antisyndicales en vigueur. Mais, à la grande déception de certains secteurs du patronat, le gouvernement ne se sent pas suffisamment fort pour utiliser ces lois contre des secteurs décisifs du mouvement syndical. En outre, malgré des réactions inégales de la part des docks à l'appel à la grève (des assemblées générales à Douvres et à Felixstowe se sont prononcées contre), 70 o/o des docks britanniques sont déjà arrêtés ou sont en train de l'être. Une campagne de presse massive a été lancée pour accréditer l'idée d'une division importante dans les rangs des docks, mais le *Financial Times* (quotidien économique de la grande bourgeoisie) du 25 août ne trompe pas ses lecteurs quant à la situation réelle. Sous le titre "La deuxième grève nationale a bien commencé", un article explique : "La stratégie du TGWU consistera probablement à étendre rapidement la grève."

Cela est devenu clair tout de suite après, avec la déclaration des syndicats des cheminots, expliquant qu'ils avaient donné pour instruction à leurs adhérents de ne pas franchir les lignes de piquet de grève des docks. Il n'était pas encore décidé si la grève se limiterait au trafic des marchandises et on ne savait pas encore si les docks mettraient des piquets de grève devant les ports d'attache des ferries-boats, où la main-d'œuvre est organisée, pour l'essentiel, par le Syndicat des cheminots.

L'action des docks cause d'ores et déjà des dégâts très importants à l'économie britannique et son caractère "étendu" commence seulement à se manifester. John Connelly, secrétaire national du TGWU, responsable du secteur des docks, a annoncé le 24 août qu'une demande serait faite au conseil exécutif d'un "soutien physique" de la part d'autres secteurs du syndicat. Vers la fin de la grève des docks, en juillet, des dirigeants nationaux des camionneurs, y compris ceux qui transportent de l'essence, et des travailleurs des raffineries de pétrole adhérents du TGWU, avaient déjà promis un tel soutien, mais on n'avait pas fait appel à eux à ce moment-là.

Un sondage sur l'état d'esprit des chefs d'entreprise à la fin juillet montre une perte dramatique de confiance de leur part depuis le mois précédent. Seuls 28 o/o d'entre eux ont trouvé des raisons d'optimisme, contre 65 o/o en juin. (...)

LA NÉCESSITÉ D'UNE JOURNÉE D'ACTION NATIONALE

Le syndicat des mineurs a naturellement le plus grand



Grève des mineurs en Grande-Bretagne :

LES GUEULES NOIRES DE L'ENNEMI INTÉRIEUR

Depuis son premier jour, en mars 1984, la grève des mineurs a constitué un enjeu formidable pour le mouvement ouvrier anglais. A l'origine du conflit : la décision de fermer plusieurs dizaines de puits, provoquant ainsi la disparition de dizaines, sinon de centaines, de milliers d'emplois. Cette attaque contre l'emploi s'accompagne d'une offensive antisyndicale d'envergure. Il s'agit, pour les conservateurs au pouvoir, de mettre à genoux le mouvement syndical et son expression politique le Labour Party. Aussi la prétendue neutralité du gouvernement Thatcher — présentant la grève comme un simple conflit entre l'Office national du charbon (NCB, l'industrie du charbon est nationalisée aux trois quarts) et le Syndicat national des mineurs (NUM) — s'est-elle traduite jusqu'à présent par la mobilisation de 20 000 policiers contre les piquets de grève, par l'interpellation de presque 4000 mineurs et par la suppression des allocations familiales pour les familles de ces derniers. Comme nous l'expliquons dans l'article ci-dessous — extrait d'Inprecor No 179 du 10 septembre 1984 — cette grève est en passe de devenir "le pivot de toutes les luttes qui se mènent contre le gouvernement Thatcher". De son issue dépend en grande partie l'avenir du gouvernement conservateur. De même, l'affaiblissement ou le renforcement de l'ensemble du mouvement ouvrier anglais est lié à son sort.

intérêt à s'assurer un soutien sans faille du TUC (Confédération syndicale) pour sa lutte. (...)

Dans ce sens, l'organisation par le TUC d'une journée d'action nationale représenterait un pas décisif. Malgré le chômage massif qui existe depuis six ans et ne cesse de croître, malgré les défaites infligées à plusieurs secteurs de la classe ouvrière (par exemple, les sidérurgistes en 1980), on a vu des avancées importantes au niveau du type de lutte menée par les syndicats depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979. Par exemple, la grève des travailleurs de la Santé, en 1982, a vu des journées d'action de solidarité avec ces travailleurs, qui ont mobilisé des millions de travailleurs. Au début de la grève des mineurs, cette tradition s'est poursuivie avec des actions organisées par certains comités régionaux du TUC, en Ecosse, au Pays de Galles et dans plusieurs régions d'Angleterre. Ces journées d'action régionales ont mobilisé des millions de travailleurs derrière les mineurs, souvent mais pas toujours sous la forme de grèves générales de 24 heures. En même temps, il y a eu création d'un mouvement de masse des femmes de mineurs en soutien à la grève. Ce mouvement est le fer de lance dans la bataille pour la solidarité "sociale" (collectes d'argent, de vivres, etc.).

En plus, il joue un rôle politique de premier plan pour étendre les bases du soutien à la grève, ayant organisé notamment une manifestation de 20 000 personnes à Londres le 11 août. (...)

LES EFFETS DE LA GRÈVE AU SEIN DU PARTI TRAVAILLISTE

Une aile gauche de masse s'est développée dans le mouvement ouvrier autour de la grève. Si la tête de ce courant se trouve dans le Parti travailliste, ses pieds sont les piquets de grève des mineurs. A travers la grève, il y a eu une croissance spectaculaire d'un mouvement, à la base du Parti travailliste et des syndicats, qui s'affirme de plus en plus clairement, et dont les dirigeants principaux sont Tony Benn (leader de la gauche travailliste) et Arthur Scargill. La direction de ce mouvement, pour des raisons qui lui sont propres, s'est engagée à fond pour obtenir une victoire des mineurs.

Depuis le début de la grève, 20 o/o des mineurs, concentrés essentiellement dans la région de Nottingham, ont refusé de la soutenir. Cette région a une longue tradition droitiste, et les mines y sont économiquement plus viables qu'ailleurs. Mais, en dernière analyse, les divisions dans les rangs des mineurs sont le reflet de celles de tout le mouvement ouvrier. Aux dernières élections législatives, une majorité des adhérents des syndicats ont voté pour des partis autres que le Parti travailliste. Parce que le Syndicat des mineurs a une impressionnante tradition de lutte, les divisions en son sein sont moins importantes que dans d'autres secteurs du mouvement ouvrier, mais même ce syndicat

est touché par la division dramatique des rangs, pourtant majoritaires, de l'opposition à Thatcher.

C'est dans ce contexte que s'ouvre un débat de fond dans le Parti travailliste sur la meilleure façon de rassembler cette majorité anti-Thatcher autour de ce parti. Dans ce débat, certains dirigeants de l'aile droite expliquent qu'il faut défaire politiquement le Parti social-démocrate (SDP, formation bourgeoise née d'une scission de droite du Parti travailliste), en lui volant son programme et, à défaut de cela, préparer le mouvement ouvrier à une politique de coalition avec ce parti. Benn et Scargill s'opposent à cette stratégie et se battent pour le maintien d'un programme de gauche du parti et pour la construction autour de lui d'une nouvelle alliance de tous les opprimés. L'élargissement de la lutte contre le gouvernement Thatcher est central pour leur stratégie. Si une telle lutte n'était pas à l'ordre du jour, il n'y aurait aucune raison pour les forces anti-Thatcher de s'allier au mouvement ouvrier et au Parti travailliste.

LES MÉTHODES RADICALES DE LA LUTTE DES MINEURS

C'est dans cette perspective que Scargill et ses alliés ont dirigé la grève. Pour surmonter les divisions des mineurs, et aussi la division entre les mineurs et les sidérurgistes qui ne sont pas encore remis de leur défaite de 1980, Scargill a choisi la méthode du piquet de masse. Il explique inlassablement : "Les travailleurs de la sidérurgie avaient le soutien total des mineurs pendant leur lutte contre les suppressions d'emploi. Nous demandons le même soutien aujourd'hui. La meilleure façon de défendre des emplois dans la sidérurgie est d'aider à une victoire des mineurs." Mais, en même temps, il mobilise des milliers de piquets pour empêcher les livraisons de charbon aux aciéries et contre les jaunes qui travaillent toujours dans les mines qui restent ouvertes.

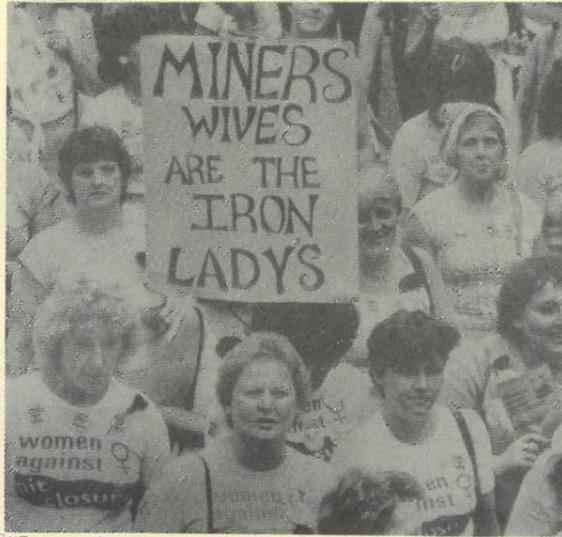
Ces méthodes ont créé une ligne de partage profonde au sein de la direction du mouvement ouvrier. Des dirigeants de la gauche du Parti travailliste, comme Benn et Ken Livingstone (dirigeant très radical de la majorité travailliste au conseil municipal du Grand Londres) ont rapporté un soutien total à la lutte des mineurs. Et, à la base, tout ce qu'il y a de progressiste au sein de la classe ouvrière britannique s'est mobilisé derrière les mineurs. Cela est vrai pour tous les secteurs du mouvement de masse. Par exemple, une des premières actions du mouvement des femmes de mineurs a été d'envoyer une délégation de solidarité au camp de la paix des femmes de Greenham Common, et, en retour, des femmes de Greenham sont souvent invitées à prendre la parole au cours des rassemblements de mineurs. Autour de la grève des mineurs, on voit apparaître un mouvement ouvrier d'un nouveau type, un mouvement qui lutte, qui inclut tous les opprimés, et qui utilise la méthode des actions de masse. Dans ce cadre, la grève des mineurs paraît être le pivot de toutes les luttes qui se mènent contre le gouvernement Thatcher, depuis la lutte contre les missiles jusqu'à la bataille pour défendre l'existence des conseils municipaux élus dans les grandes villes, que les conservateurs veulent supprimer.

OPPOSITION DROITE-GAUCHE AU SEIN DU TUC

La lutte en est arrivée à un point où elle doit affronter directement la direction droitiste du mouvement syndical. Une issue victorieuse de la lutte des mineurs dépend d'un élargissement de son soutien de masse. Il est impossible de mobiliser un tel soutien sans organiser ceux qui sont prêts à agir maintenant et sans s'affronter aux dirigeants droitiers qui, jusqu'ici, se sont limités à un soutien purement verbal à la grève, quand ils ne l'ont pas ouvertement trahie, comme l'a fait le dirigeant du Syndicat des électriciens, Frank Chapple.

Depuis le début de la grève, les batailles rangées entre les piquets et la police ont amené certains dirigeants de la droite syndicale à exiger l'abandon de la tactique des

piquets de masse au nom du "maintien de l'ordre". L'opération policière massive — qui coûte plus de deux millions de livres par jour (environ 6,3 millions de francs) et qui inclut l'interdiction aux mineurs de se déplacer d'un comté à l'autre, ainsi que des écoutes téléphoniques à une échelle de masse (elles ont été dénoncées par des travailleurs des télécommunications) — a polarisé la direction du mouvement ouvrier. Contre ces méthodes d'"Etat policier", la gauche travailliste et syndicale appelle à renforcer le soutien de tout le mouvement au syndicat des mineurs. C'est cette orientation qui a conduit à la deuxième grève des dockers. Mais, pour vaincre Thatcher, c'est tout le mouvement ouvrier qu'il faut mobiliser derrière ces deux grèves. Une telle perspective implique la défaite de la direction droitiste qui domine une bonne partie du mouvement ouvrier aujourd'hui. (...)



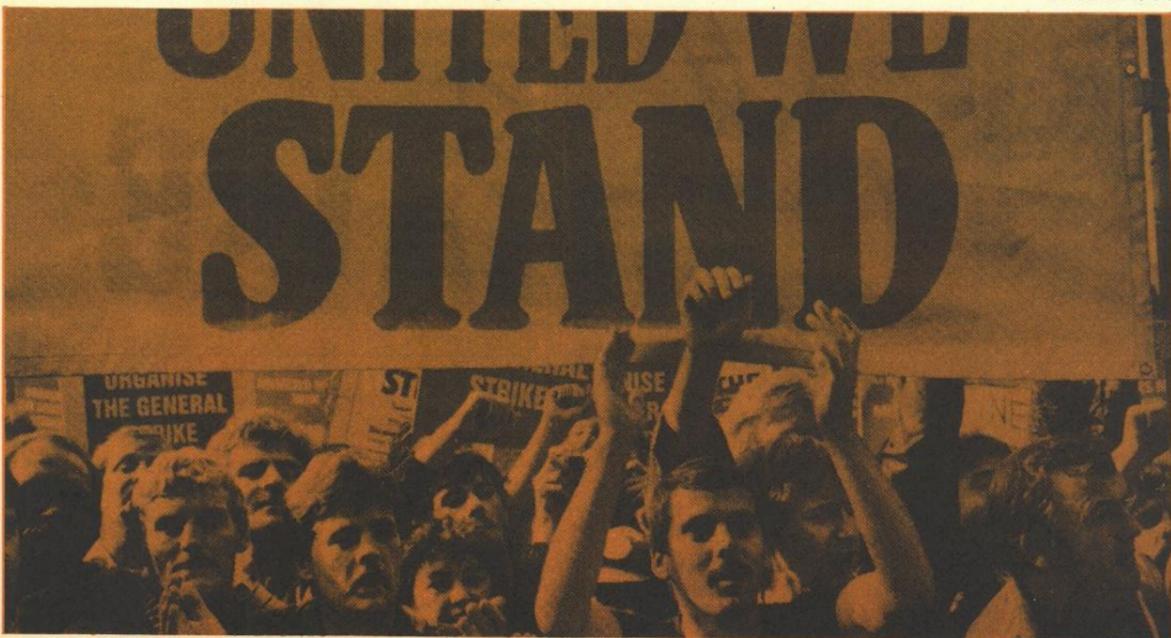
"Femmes de mineurs contre Dame de fer."

LES BENNISTES ET LA GRÈVE

Les bennistes sont clairs sur leurs perspectives pour la grève. A la fin juin, Tony Benn a déclaré, au cours d'un meeting de solidarité avec les mineurs : "Il y a deux choses que le mouvement ouvrier doit faire aujourd'hui pour les mineurs. Tout d'abord, des syndicalistes dans toute une série d'industries et de services doivent se préparer à faire grève dans leurs secteurs. Ce serait la façon la meilleure et la plus directe de les aider maintenant, et il n'y a pas besoin d'attendre l'autorisation de qui que ce soit pour commencer. Nous avons appris cela du mouvement des femmes. Deuxièmement, le comité exécutif national du Parti travailliste devrait organiser une manifestation nationale, en invitant Arthur Scargill et d'autres dirigeants syndicaux, ainsi que des représentantes des groupes de femmes de soutien, à prendre la parole aux côtés des dirigeants du parti. Ce serait un moyen de lancer une campagne politique nationale qui doit continuer jusqu'à la victoire des mineurs. Le soutien financier et moral apporté à la grève a été très apprécié, mais ce sont les mineurs et leurs familles qui ont à porter le poids le plus grand. Ils se battent pour nous tous et nous ne pouvons pas les laisser se battre seuls."

Cela constitue le "programme d'action" des bennistes pour la grève. Il rencontre la pleine approbation de toutes les forces de la gauche. Mais reste à voir à quel point la lutte sera menée pour organiser l'aile gauche autour de ce programme, et jusqu'où les bennistes sont prêts à aller dans l'affrontement avec la droite de la direction du mouvement ouvrier, pour mieux construire l'unité à la base. Souvent, les bennistes surestiment l'importance des victoires remportées au niveau de la direction bureaucratique du mouvement. Mais, à l'heure actuelle, il faut affronter directement le problème posé par la division de cette direction et lancer un défi ouvert à la droite qui trahit la grève. En lançant ce défi autour des grèves des mineurs et des dockers, il sera possible de construire une nouvelle unité. (...)

Brian Heron,
27 août 1984



Lors du congrès du TUC à Brighton, les mineurs manifestent leur combativité.

Les femmes dans la bataille

12 mai 1984 : devant le siège central du Syndicat national des mineurs (NUM) à Barnsley, 10 000 personnes défilent à l'appel du groupe "Femmes contre les fermetures de mines". Les deux tiers des manifestant(e)s sont des femmes.

11 août 1984, à l'appel du même groupe, une manifestation nationale rassemble 25 000 femmes à Londres, dans une formidable démonstration de combativité ouvrière. Arthur Scargill (le dirigeant du NUM) pouvait constater alors : "Pour la première fois dans notre histoire, nous avons vu le développement de groupes féminins de soutien à la lutte (...). Une force, comme nous n'en avons jamais vue auparavant, s'est ainsi libérée de ses entraves. Les femmes luttent pour sauver leur industrie, leur communauté, et les emplois de leurs enfants." (Intercontinental Press, N° 16, 22 septembre 1984).

Regroupées derrière des banderoles s'en prenant vertement à Maggie Thatcher ("Sauvez le charbon, brûlez Maggie!"), les manifestantes lancèrent de nombreux slogans, le plus repris étant : "Je préfère être dans un piquet — de grève, réd. — qu'être un jaune". Souriant béatement aux jolis chants entonnés par les femmes du Pays de Galles, les flics londoniens auraient été fort surpris d'en comprendre les paroles gaéliques, qui les traitaient simplement de tous les noms d'oiseaux !

A l'origine de cette forte mobilisation, un incident tout bête : The Sun, un quotidien de droite, publie la photo d'une femme de mineurs tenant un pistolet d'enfant et expliquant qu'elle aimerait bien en avoir un vrai pour pouvoir tirer sur Arthur Scargill. Quelques femmes de mineurs (Kay Sutcliffe dans le Kent, Maureen Douglas dans le Yorkshire et leurs amies) décident de réagir à cette provocation. Une première manifestation de plusieurs centaines de femmes se tient ainsi dans le Leicestershire, fin mars. Les femmes en colère ne s'arrêteront plus.

Comme en 1972 et en 1974, elles prennent en charge les collectes de vivres et leur distribution. Mais leur action ne s'arrête pas là et les comités de femmes créés pour s'occuper "de la matérielle" deviennent souvent eux-mêmes des endroits de mobilisation et de politisation.

Les comités de femmes s'organisent alors pour aller prendre la parole dans les assemblées de solidarité, faire des tournées dans les entreprises, convoquer des manifestations de femmes et participer aux piquets de grève à côté des hommes. Dans la plupart des régions, ces comités de femmes sont représentés dans les comités de grève.

Comme le note Janine Inglefield (dans Inprecor N° 176 du 25 juin 1984) : "Le rôle dynamique joué par les femmes au cours de cette grève se fonde sur deux éléments : leur place au sein de leurs communautés et la participation croissante des femmes à la vie politique en Grande-Bretagne, surtout dans le mouvement ouvrier. Ces femmes se sont inspirées de l'exemple des femmes du mouvement pour la paix. Et dans les communautés minières, qui sont en réalité loin de connaître la "fraternité masculine" de l'imagerie populaire, les femmes ont toujours joué un rôle dans les luttes. Aujourd'hui, elles sont en train de redéfinir ce rôle dans un sens plus actif (...). Les femmes ne s'organisent plus seulement à côté des hommes pour soutenir la grève, mais en tant que femmes mêmes."

Et même le sexisme ambiant ne les fait pas reculer. Lors de la manifestation de Barnsley, Maureen Douglas a pris ce problème de front. Citant l'exemple de mineurs qui, au cours d'une manifestation, avaient interpellé des femmes en leur disant de "montrer leurs seins pour les gars" (à l'exemple de ce qui s'était fait lors du départ des troupes anglaises pour les Malouines), Maureen Douglas expliqua — en soulignant la nécessité de gagner le soutien des femmes en dehors de la communauté des mineurs : "N'insultez pas les femmes que vous voyez ici, et qui vous soutiennent de tout leur cœur, en lançant des injures grossières contre d'autres femmes dans la rue."

Cet allant est d'autant plus remarquable que chaque semaine de grève qui passe apporte son lot de difficultés matérielles supplémentaires. Pour vivre, les familles de mineurs revendent tout ce qui pouvait agrémenter la vie quotidienne, des télévisions aux magnétoscopes en passant par certains appareils ménagers. Ouvertement, le Parti conservateur au pouvoir table sur la faim pour amener les mineurs et leur famille à céder. Mais les femmes de mineurs ont déjà répondu à cette menace : "nous mangerons de l'herbe plutôt que de céder devant Margaret Thatcher !" Les femmes des mineurs sont en marche. Il faudra beaucoup pour les arrêter.

Eric Peter

Quatre ans de gestion socialiste à Bienne :

Un bilan qui n'est pas tout rose

Les élections communales biennoises se dérouleront les 17 et 18 novembre prochain. Il y a quatre ans, elles avaient été marquées — outre l'entrée du PSO au législatif — par l'arrivée d'un Parti socialiste majoritaire à l'exécutif. Depuis, le climat social s'est profondément modifié. Avec le nouveau tournant de la crise horlogère, ce ne sont pas moins de 1000 chômeurs complets que compte la ville depuis deux ans. Si la Municipalité socialiste n'est évidemment pas responsable des décisions prises par les banques et les trusts de l'horlogerie, elle n'a cependant pas été capable d'articuler la moindre réponse aux problèmes posés par ces centaines et ces centaines de licenciements.

Si l'emploi est bien aujourd'hui le principal problème qui se pose à Bienne, à droite comme dans la gauche traditionnelle, on se garde pourtant d'en faire un thème électoral. Le silence de la droite s'explique aisément lorsqu'on sait que ses candidats sortent directement des conseils d'administration des trusts horlogers. Quant au PS, il préfère mettre au premier plan de ses "lignes directrices pour la prochaine législature" le "maintien d'un habitat agréable et le développement des transports publics et des pistes cyclables", plutôt que de parler d'un thème qui ne ferait que souligner les carences de sa politique.

La gestion socialiste

Après avoir réclamé une "aide de l'Etat" pour l'industrie horlogère et s'être rendu compte que cette aide ne résoudrait en aucun cas la crise de ce secteur, après avoir re-

fusé d'appuyer la revendication d'un contrôle public sur les trusts qui décident pourtant de l'avenir de notre région, le Parti socialiste propose aujourd'hui comme seule politique de l'emploi celle de la "promotion industrielle". Dès lors le PS se place dans la même logique que le parti radical (défendre la productivité des entreprises) et la valse à deux peut commencer! Le Parti radical réclame "pour les entreprises biennoises" le rattachement de la ville au réseau national routier. Il est déjà assuré du soutien du Parti socialiste bernois, du maire socialiste biennois et du silence de la Municipalité socialiste. Sous les applaudissements du Parti radical, la majorité socialiste a, de son côté, décidé de détruire un site écologique vital pour Bienne — les marais de Boujean — pour le transformer en terrain industriel et attirer d'hypothétiques entreprises.

Voilà le bilan que propose le PS à ses électeurs. La gauche socialiste



Pour une politique combative : le PSO lors de la manifestation pour l'emploi de septembre 1982.

ne s'est d'ailleurs pas démarquée de cette politique.

Raymond Glas, un des porte-parole de la Gauche socialiste du Groupe d'Yverdon, est actuellement directeur des Oeuvres sociales. Sa politique envers la jeunesse lui vaut bien des attaques de la droite radicale. Sur les questions centrales

de l'emploi, ce camarade s'est pourtant toujours refusé à prendre une attitude publique différente de celle de la majorité socialiste. Interrogé par le *Courrier socialiste*, en octobre 1981, il déclarait pourtant : "Lorsque l'exécutif prend une décision contraire aux principes socialistes, il (le militant socialiste) est

tenu de la respecter et de l'appliquer. Il doit cependant se distancer publiquement d'une telle décision..." Il est vrai que trois ans plus tard, Glas déclare au *Bielertagblatt* (26 juin 1984) : "Au Conseil municipal, il n'y a pas de bloc de gauche ou de droite, nous faisons une politique pour l'ensemble de la ville." Force est donc de constater qu'à Bienne également la gauche socialiste a du plomb dans l'aile!

photo la brèche

Vaud :

UN LARGE APPUI À NOTRE INITIATIVE

A la suite de la proposition, faite publiquement fin août par la section vaudoise du PSO, de lancer une initiative cantonale "pour le droit au recyclage, pour mieux défendre nos emplois", un comité d'initiative et un comité de soutien à cette initiative se sont constitués dans les premières semaines de septembre. Ils sont composés de personnalités appartenant aux différentes forces de gauche du canton, aux milieux syndicaux et écologiques.

On note, entre autres, la présence dans le comité d'initiative de l'écrivain de Renens Gaston Cherpillod, des chanteurs Michel Bühler de l'Auberson et Dominique Scheder de Lausanne ainsi que de l'écologiste du Nord Vaudois Gustave Millasson. Dans le comité de soutien à l'initiative figurent plusieurs députés au Grand Conseil — socialistes comme Ernest Badertscher d'Orbe, Raymond Durssel de Ballaigues, Georges Peters de Lausanne, Bernard Thalmann du Brassus et populistes comme Verena Berseth de Renens et Raymond Berthoud de Lausanne. Participent également au comité de soutien des personnalités comme Michel Glardon, sociologue de Lausanne, et Roger Zanetti, animateur d'Yverdon. La section vaudoise du PSO est pour l'instant le seul parti à s'engager en tant que tel dans la récolte de signatures.

Une unité qui vient de loin

En 1983, devant l'aggravation des licenciements, le PSO comme le Parti socialiste vaudois (PSV) avaient commencé à élaborer un projet d'initiative sur l'emploi. Début octobre, le PSO s'adressait à la direction du PSV et proposait "de réunir toutes les forces prêtes à s'engager dans ce sens afin de discuter du lancement en commun d'une initiative sur l'emploi". Nous soulignons à l'époque "la nécessité absolue pour la gauche de présenter un front uni face à la politique patronale et à celle de l'Entente vaudoise". A cette proposition unitaire du PSO, le PSV répondit par une lettre lapidaire qui annonçait qu'après les élections nationales le PSV nous contacterait "pour fixer ensemble une entrevue dans le courant du même mois". Il n'en fut rien de la part du PSV, si bien qu'en janvier

1984 le PSO envoya à tous les partis de gauche et aux organisations syndicales et populaires une lettre avec une proposition de texte d'initiative. Nous proposons à ces organisations d'en discuter, affirmant bien entendu que nous étions "ouverts à des propositions de modifications" et que notre "objectif est un lancement unitaire".

Début mars, à la réunion unitaire convoquée sur notre projet, le représentant du PSV le qualifia de "pet de coucou sur une toile cirée"! Et jusqu'à l'été, le PSV ne donna aucune nouvelle de son propre projet d'initiative.

Des contorsions embarrassées

Après plus de six mois de démarches unitaires sans succès, le PSO annonçait, fin août, sa ferme intention de lancer cette initiative, seul si nécessaire. Le problème de l'emploi est trop important pour subordonner une initiative à la passivité et au sectarisme du plus grand parti — sur le plan électoral — de la gauche vaudoise.

C'est alors que la direction du PSV sortit de son mutisme pour refuser d'assister à une nouvelle réunion unitaire, "les conditions de

la discussion que nous avons toujours acceptées n'étant, par votre fait, plus remplies". Quel culot! Pendant des mois, le PSV n'a pas informé (le PSO en tout cas) de ses projets d'initiative et n'a jamais sérieusement répondu aux propositions unitaires. Aujourd'hui, il se dit "surpris de votre course en solitaire" (du PSO, réd.). Derrière l'épisode, c'est à sa politique d'ensemble qu'il faut juger l'attitude du PSV : sectaire et frileuse à l'égard de l'unité de la gauche, mais bienveillante et compassée envers les partis bourgeois lorsqu'il s'agit, au Conseil d'Etat, d'imposer une politique d'austérité!

Le rassemblement de diverses composantes de la gauche vaudoise autour de notre initiative montre l'urgence de défendre les droits des travailleurs contre le chômage et les licenciements. Le PSO ne ménagera aucun effort pour faire aboutir cette initiative. Il faut réunir 13 000 signatures d'ici décembre. Alors, allons-y! Avec votre aide, si vous êtes d'accord!

Jean-Michel Dolivo

Demandez les feuilles d'initiative au (021) 23 05 91.

Défendre l'emploi : c'est possible

Une autre politique aurait été possible. Le PSO dans sa pratique quotidienne comme au Conseil de Ville l'a démontré. La Municipalité aurait pu être un appui pour les travailleurs, les chômeurs et leurs organisations :

- en appliquant immédiatement les 40 heures et en faisant sauter le blocage du personnel. Aujourd'hui les municipaux socialistes expliquent même au Syndicat des services publics (SSP/VPOD) qu'il faut laisser tomber cette revendication et qu'ils refuseront également de la réaliser lors de la prochaine législature!

- En mettant sur pied un centre d'apprentissage et de recyclage pour les jeunes et les chômeurs, comme le demandait par voie de motion et d'initiative le PSO, démarche à laquelle le PS a refusé de s'associer.

- En créant des emplois par la mise sur pied d'une entreprise publique d'isolation des bâtiments et d'économie d'énergie.

- Enfin et surtout, en mettant dans la bataille de l'emploi son poids politique, en soutenant les initiatives du comité unitaire de la gauche pour la défense de l'emploi.

Pour montrer qu'une autre politique est possible, le PSO se présentera aux élections de cet automne. Et pour montrer que l'action et l'unité sont les meilleurs atouts pour défendre l'emploi et l'environnement aujourd'hui, le PSO fera d'ailleurs liste commune avec les POCH ainsi qu'avec des militants actifs des mouvements écologistes, de femmes et de jeunes.

F. Pellaud

Israël :

Après de longues palabres, le Parti travailliste de Shimon Pérès et celui du gouvernement sortant, le Likoud d'Itzhak Shamir, ont conclu un accord de gouvernement d'union nationale en Israël. De l'aveu même du nouveau premier ministre Pérès, cet accord laisse à la fois "inquiet et plein d'espoir", tant les deux formations (dont aucune ne jouit d'une majorité suffisante pour gouverner) ont dû se limiter au plus petit dénominateur commun. La crise du Likoud — et du régime sioniste dans son ensemble — aurait pourtant permis de faire tomber les héritiers de Begin, responsables de la guerre du Liban, empêtrés dans la colonisation de la Cisjordanie et d'une dette extérieure sans précédent. Mais les travaillistes s'en sont surtout bien gardés, visant avant tout à sauver ce régime pourri.

Sur un point essentiel — l'implantation des colonies juives en Cisjordanie — le nouveau gouvernement n'aboutit à aucun accord. Depuis plus de seize ans, au mépris du droit international, Israël s'installe dans les territoires occupés, avec l'appui du terrorisme juif dans ses colonies. Les travaillistes, qui avaient réclamé le "gel" de cette colonisation, acceptent de la poursuivre à pas lents — ce qui ne déplaît pas au Likoud, la création de nouvelles colonies revenant très cher au budget. Principales victimes évidemment : les

Un régime pourri

Palestiniens ! L'Internationale socialiste aura beau répéter sur tous les tons qu'elle défend le droit des Palestiniens à leurs terres, les travaillistes répondent qu'il n'est pas question de négocier avec l'OLP ni de rétrocéder les territoires occupés.

Le compromis passé sur ce point visait surtout à obtenir l'essentiel : sauver le régime de la faillite. "La priorité sera d'affronter les grands problèmes économiques", a dit Pérès dans son discours d'investiture. La guerre du Liban n'a pas seulement coûté 600 morts et 3000 blessés, elle a surtout grevé le budget de 2,5 milliards de dollars (environ 5,5 milliards de francs suisses, un dixième de la dette extérieure israélienne). Le "redressement" de cette situation exigeait une "union nationale" pour que les travaillistes collaborent à une rigoureuse politique d'austérité. Voilà la base de ce mariage de raison ! L'inflation atteint 400 o/o et, sur 4 millions d'habitants, un demi million vit en-dessous du seuil de pauvreté, notamment dans la communauté juive orientale. Le Likoud ne pouvait imposer seul des mesures draconiennes.

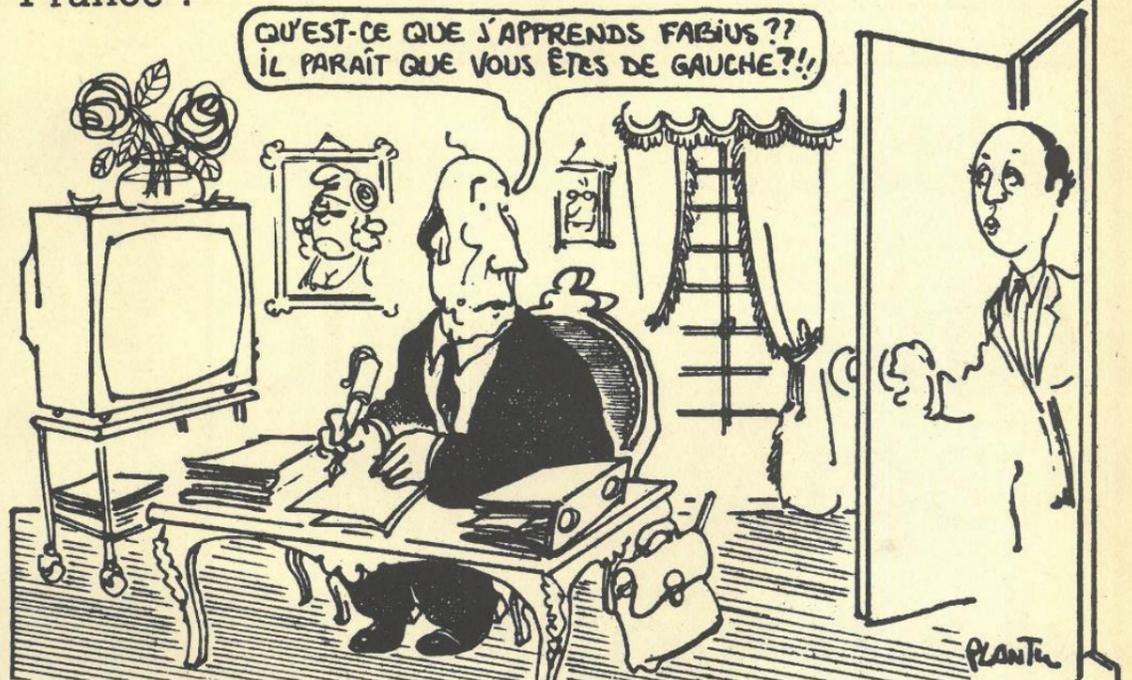
Mais Pérès lui laisse les principaux leviers de commandes économiques : les ministères des finances, du travail, de l'industrie et du commerce. A ce dernier poste, il offre même à Ariel Sharon, le responsable des massacres du Liban, l'occasion de se réhabiliter ! L'effet de ces marchandages est déjà visible : aux élections, le glissement à droite de l'électorat a été marqué, notamment dans la jeunesse. La crise et la guerre appellent — en l'absence d'une réelle alternative socialiste — un "gouvernement fort". Celui que Pérès et Shamir mettent en place, paralysé par ses propres compromis, imposant l'austérité, va renforcer cette tendance.

Ceux qui sauront en tirer parti sont déjà là. Le rabbin raciste Meïr Kahane fait son entrée à la Knesset. A son premier discours, seule la gauche non travailliste a eu le courage de sortir pour dénoncer cet "Hitler israélien", qui plaide les travaux forcés pour les Arabes, cinq ans de prison pour toute relation sexuelle entre Juifs et Arabes et invite à "couper la tête aux Arabes comme David l'a fait à Goliath".

Pérès ou Shamir ainsi que Sharon et tout l'establishment sioniste auront beau dénoncer le racisme partout dans le monde : ils le cultivent chez eux !

Michel Thévenaz

France :



Dessin de Plantu paru dans "Le Monde".

FABIUS DÉCRISPÉ, CITROËN COGNE

Faisant référence à son art consommé de la manœuvre politique, d'aucuns surnomment Mitterrand "le Florentin". L'été qui s'achève lui aura permis de réaliser quelques coups fumants. Il piège la droite, à la fois en lui proposant un référendum sur les libertés (qu'elle réclamait hier et qu'elle refuse aujourd'hui) et en reculant sur l'école, son principal thème de mobilisation ; il lance dans l'arène son nouveau Premier ministre, jeune, dynamique et décripé, Fabius. L'idée est de trouver — à travers les esquives et les dérobades — une nouvelle forme à une politique dont le fond n'a pas changé : celui de la modernisation, c'est-à-dire des restructurations et de l'austérité. Comme Proust se mettant "à la recherche du temps perdu", le locataire de l'Elysée, qui se pique de talents littéraires, se met "à la recherche d'un centre-gauche improbable".

Pendant ce temps, le patronat de choc de l'automobile dressait, comme un symbole provoquant de son pouvoir inaltéré, les "cages à immigrés" de Citroën, transformant l'usine en un camp de travail de sinistre mémoire.

Après la sidérurgie et la construction navale, la "modernité" frappe l'automobile. D'ici à 1988, 70 000 à 80 000 licenciements sont prévus dans ce secteur. Un emploi sur trois doit disparaître dans cette branche, qui emploie un travailleur sur dix en France. Fort de l'accord du gouvernement, les patrons de l'automobile, après Talbot, ont mis en chantier les licenciements de Citroën en attendant ceux de Renault. Après leur temps de "congé-formation", nombre de ces travailleurs iront rejoindre la cohorte de 2 300 000 chômeurs, dont le gouvernement a diminué les indemnités. Au nom, toujours, de la "modernité". Et le nouveau projet de budget du gouvernement socialiste homogène va dans le même sens. Ce n'est pas encore Reagan, mais c'est déjà une politique clairement anti-ouvrière.

Chouchouté, le patronat continue à râler

Au cœur de l'hymne à la "modernité", il y a le credo de la libre entreprise, seule capable de relancer la machine économique et de créer des emplois. Le mot d'ordre officiel est donc de ne rien faire qui puisse gêner les patrons. Et les résultats suivent. La centrale des bilans de la Banque de France indique que l'année 1983 a été caractérisée par "un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux entreprises du fait de la compression des effectifs et de la modération des augmentations de salaires". Le Monde qui cite cet extrait poursuit : "Et, en

1984, l'excédent brut d'exploitation (valeur ajoutée des entreprises diminuée des charges sociales et des impôts liés à la production) devrait atteindre son plus haut niveau depuis dix ans." Pourtant : "Malgré cela, en 1983 on a encore assisté à une réduction du volume des investissements et la progression de celui-ci devrait être faible en 1984. C'est dire que l'amélioration de la santé des entreprises ne s'est pas traduite par un effort d'investissement de celles-ci." (Le Monde, 11 septembre 1984) Ce bilan — bénéfices en augmentation, emplois et salaires à la baisse — réjouit évidemment le patronat. Qui n'en continue pas moins de réclamer à hauts cris "moins d'Etat, plus de libertés" et de fustiger le gouvernement. Non seulement pour obtenir davantage, mais aussi parce que ce gouvernement, malgré tous ses cadeaux, n'est pas le gouvernement des patrons, qu'il n'a pas et qu'il n'aura jamais la confiance du patronat, qui préfère de loin gouverner avec son propre personnel politique, avec la droite.

Pas de solution de rechange à droite

De ce côté-là, c'est pas vraiment la joie. Les bourgeois les plus lucides savent bien que les partis de droite ne se renforcent pas réellement, que leurs succès sont d'abord fonction d'un abstentionnisme principalement ouvrier. Ils savent aussi que les "têtes politiques" de la droite, Chirac, Barre et Giscard, ont le désavantage d'être des *has been*, des gens qui ont perdu le pouvoir.

Ils savent enfin qu'au-delà d'une opposition au coup par coup, la droite n'a pas encore de stratégie réelle, attractive. Comme le note Le Monde à propos du RPR (Rassemblement pour la République) et de Jacques Chirac : "Il lui reste encore à définir les solutions de rechange et les grandes orientations autant que les mesures précises et immédiates qu'il proposera en cas de changement de majorité." (Le Monde, 12 septembre 1984)

Voilà l'origine du marasme régnant sur la vie politique française : personne — les travailleurs encore moins que les autres — n'est satisfait du gouvernement actuel et de sa politique ; rares sont ceux qui perçoivent une solution de rechange possible et praticable, à droite comme à gauche. Ce qui ne signifie pas que le retour de la droite "aux affaires" sera, la lassitude et la démoralisation provoquées par la politique gouvernementale aidant, chose automatique.

Du bilan à l'action

Quotidiennement, des centaines, voire des milliers de travailleurs se battent, entrent en grève, occupent leur entreprise. A Citroën même, malgré les flics, les vigiles et la répression, la production n'est que le cinquième de la normale. La volonté de se battre est présente, même si la grève générale n'est pas pour dans les dix minutes qui suivent.

Que ce soit dans les syndicats, dans le Parti communiste ou encore dans le Parti socialiste, le débat existe : "comment se battre, comment à la fois repousser la droite et défendre nos intérêts ?"

Même les échecs des récentes luttes (dans la sidérurgie, pour l'école laïque), toutes basées sur la stratégie des "pressions sur le gouvernement", peuvent être un terrain favorable à la réflexion. C'est en repondant sur ces deux terrains — celui de la résistance et des luttes quotidiennes, comme celui de la stratégie anticapitaliste à adopter — que les révolutionnaires dessineront la véritable solution de rechange à la sociale-médiocratie au pouvoir. C'est à cela que s'engagent nos camarades de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale).

Denis Lavanchy

Afrique du Sud :

Une nouvelle vague de révoltes



"Maintien de l'ordre" en Afrique du Sud.

Le régime d'apartheid fait de nouveau les titres de la presse. Révoltes des masses noires opprimées, une répression sanglante : 31 morts, des centaines de blessés. L'image d'ouverture que le régime avait tenté de projeter à l'égard des bourgeoisies européennes s'est largement fissurée. D'autant plus que le processus électoral mis en place par le régime s'est, dans la pratique, révélé comme une mascarade.

L'ensemble du sous-continent d'Afrique australe est frappé par une crise économique et politique d'ampleur. Tout comme les autres pays dominés, ceux avoisinants l'Afrique du Sud sont victimes de la crise internationale du système capitaliste. Fortement dépendants de l'exportation de quelques matières premières, ils se retrouvent sans grandes ressources pour des investissements, notamment dans le secteur agricole vivrier. Or plusieurs années de sécheresse ont provoqué l'apparition de la famine à une large échelle.

Les pressions de l'Afrique du Sud

Les problèmes de ces pays de première ligne sont encore aggravés par les effets de la politique du régime sud-africain. Ainsi, celui-ci stimule, tant en Angola qu'au Mozambique et au Zimbabwe,

et l'Afrique du Sud. Aux termes de celui-ci, le Mozambique renonçait à aider l'ANC, en contrepartie d'une cessation de l'appui sud-africain aux mercenaires agissant au Mozambique et d'un accroissement de l'aide alimentaire. Le Mozambique, saigné à blanc économiquement, n'avait guère le choix. Mais les fruits sont amers, d'autant plus que les forces mercenaires n'ont pas déposé leurs armes.

Ayant obtenu ainsi quelques résultats sur le front extérieur, le régime raciste s'estimait en condition pour tenter de saborder la base sociale des mouvements de libération et syndicaux en Afrique du Sud même. Car, depuis le milieu des années soixante-dix, les luttes en Afrique australe ont vu leur centre de gravité se déplacer. Des pays de première ligne, qui ont les uns après les autres accédé à l'indépendance à la suite des guerres de

succédé, les mouvements de grève se sont répandus. A part l'engagement des forces répressives, il n'existe aucune autre barrière institutionnelle pour canaliser le mécontentement.

C'est dans ce cadre que se sont déroulées récemment des élections bido-

Diviser pour régner

La classe dominante blanche sud-africaine a toujours maintenu son pouvoir en cherchant à diviser ses opposants sur des bases ethniques et raciales. Ainsi la population non blanche en Afrique du Sud est divisée administrativement et politiquement entre les groupes métis (2,7 millions), indien (850 000) et africain (21 millions). Le groupe africain est lui-même subdivisé en huit sous-groupes linguistiques.

Pour les Africains, le régime d'apartheid a mis sur pied deux types d'institutions devant lui permettre d'asseoir le pouvoir blanc. Dans les campagnes et pour toutes les forces de travail industrielles improductives, il a créé l'institution du "bantoustan", avec la fiction d'un "Etat indépendant" pour chaque groupe linguistique africain. Comme ces bantoustans ne sont

manifesté en commun avec les masses africaines pour leurs droits et contre les institutions du régime. Cela a enclenché une dynamique d'isolement de la classe dominante blanche que le régime tente de renverser. C'est la raison essentielle du processus électoral qui s'est déroulé à la fin du mois d'août.

L'échec des élections

Le régime a mis sur pied une nouvelle constitution, approuvée par son électoral blanc. En résumé, celle-ci prévoit que les communautés indienne et métisse éliront leurs représentants à un parlement tripartite dans lequel les blancs détiennent la majorité. Un président est désigné selon des règles de procédure qui garantissent son appartenance à la classe dominante blanche. Il dispose en outre de pouvoirs très étendus. Le gouvernement devient un Conseil présidentiel dans lequel les blancs se voient réserver les portefeuilles importants. Un droit de veto étendu est prévu au profit des parlementaires blancs.

L'élection de ce parlement tripartite a pour but, en donnant une expression institutionnelle aux groupes métis et indien, de les opposer aux Africains. Elle doit aussi contribuer à améliorer l'image internationale du régime. Cependant, cette opération est en train de se solder par un cuisant échec.

Ainsi, le 22 août, seuls 29,48 o/o des électeurs métis se sont déplacés aux urnes. De même, mardi 28 août, 17 o/o seulement des électeurs indiens participaient aux élections. Quatre métis sur cinq et cinq Indiens sur six ont refusé de collaborer à la mise en place de ce qu'il faut appeler le "parlement de l'apartheid".

Une campagne massive pour le boycottage des élections avait été menée par les organisations politiques et syndicales des communautés noires et par l'ANC. De nombreux piquets de boycott s'étaient placés devant les urnes, ce qui provoqua l'intervention répressive de la police sud-africaine.

L'échec à peine consommé, le parlement blanc élisait le premier ministre blanc actuel - P.W. Botha - au poste de président. A son tour, celui-ci nomma les ministres de son Conseil présidentiel. Tous les portefeuilles furent attribués à des blancs, exception faite en ce qui concerne un métis et un Indien nommés ministres... sans portefeuille. Interrogé sur cette absence de portefeuille, le président Botha a répondu : "Dès que je trouverai un métis et un asiatique capables de gérer un portefeuille traitant d'affaires d'intérêt général, je n'hésiterai

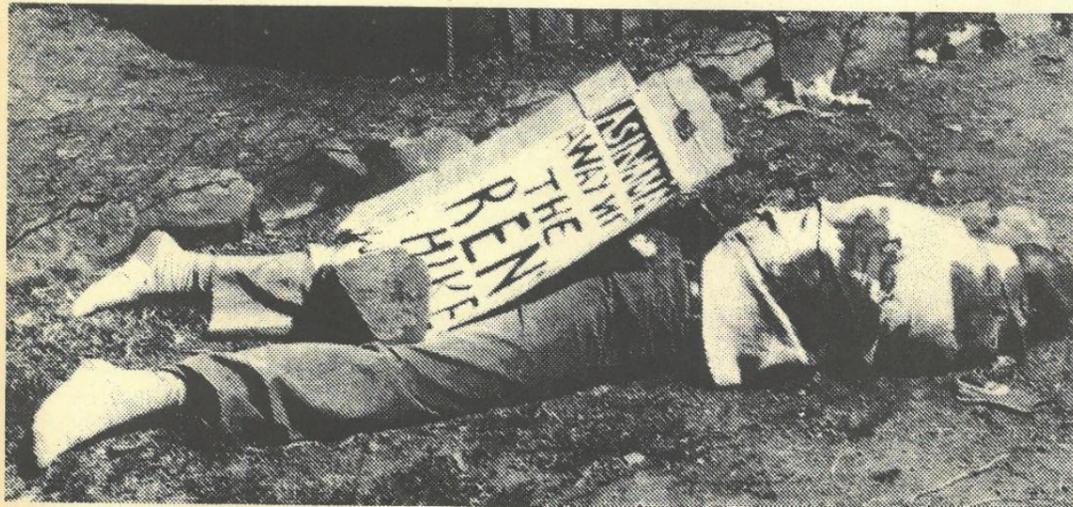
pas une seconde à les nommer" ! (La Suisse, 16 septembre 1984)

La révolte des villes noires

A peine la farce électorale terminée, c'était au tour des villes africaines d'entrer en révolte. Celles-ci ont été déclenchées par de fortes augmentations de loyer, décidées par les Conseils locaux des villes africaines. Ces Conseils furent mis sur pied après les révoltes de Soweto en 1976. Dans la plupart des cas, ils furent élus avec un taux de participation de moins de 10 o/o, tant la haine contre ces institutions du régime est grande chez les Africains. Du reste, cette haine s'est exprimée dans la violence des révoltes. Ainsi l'un des premiers morts a été le maire-adjoint de Sharpeville, attaqué et abattu à coups de hache par la population. De nombreux autres conseillers et maires furent l'objet d'attaques. Le régime envoya ses troupes dans les villes pour mater la révolte à coups de fusil, de gaz lacrymogène et d'arrestations.

L'ampleur de la révolte contre les institutions racistes est à nouveau apparue avec éclat. Cela augure fort mal de l'avenir des institutions parlementaires établies ces derniers jours.

A. Meylan



Une victime de la répression.

une guérilla pro-impérialiste destinée à exercer une pression politique et militaire sur les régimes nationalistes issus de la lutte de libération. Le but est de contraindre ces derniers à se soumettre encore plus aux intérêts du capitalisme sud-africain et de les forcer à suspendre l'aide pratique accordée aux mouvements de libération sud-africains, dont le Congrès national africain (ANC).

Un premier résultat pour le régime d'apartheid a été atteint lors de la signature d'un accord de coopération entre le Mozambique

libération, les luttes se sont déplacées vers le prolétariat noir des villes de l'Afrique du Sud.

De surcroît, la crise économique frappe également les campagnes et les villes sud-africaines. Dans les campagnes, la faim, la malnutrition et le chômage règnent. Dans les villes, l'inflation et le chômage touchent durement les conditions de vie d'une classe ouvrière noire dont la force numérique, syndicale et politique a été croissante depuis les vagues de grève du début des années soixante-dix.

Des révoltes sanglantes se sont

pratiquement pas en mesure d'encadrer le prolétariat industriel africain des villes, le régime a tenté de créer des pouvoirs locaux dans les régions urbaines africaines. Ces pouvoirs locaux doivent servir de canal institutionnel pour éviter des explosions de masse.

Pour les métis et les Indiens, il était difficile de créer des bantoustans dans les régions de campagne. Ces groupes sont en effet essentiellement urbains. De plus, ils sont minoritaires par rapport aux Africains. Durant la dernière décennie, les masses métisses et indiennes ont

Pologne :

ELLES AVANCENT À BOTTES FEUTRÉES

Les autorités polonaises ont chaussé des bottes feutrées. Avec l'aide du haut clergé, elles espèrent endormir les masses polonaises. "Notre dialogue avec le pouvoir peut conduire à un minimum de confiance des masses envers celui-ci", expliquait le Primat Glemp à l'hebdomadaire ouest-allemand *Die Zeit* en mars 1984.

Les élections de juin, les libérations du mois dernier : autant de tentatives pour montrer un pouvoir souriant.

Attention, vigilance ! La plus récente édition de la revue du Comité central du POUP propose à ses lecteurs une typologie de l'opposition en quatre groupes. Diviser pour régner en est le mot d'ordre transparent ! Il n'est pas éloigné de celui qu'applique également l'Eglise qui affiche ses désaccords avec les dirigeants ouvriers radicaux et les plus politisés des prélats. Le 11 septembre, Jan Rulowski, l'abbé Popieluszko, Wladislaw Frasiniuk ont été nommément attaqués dans les *Izvestia*, le quotidien du gouvernement soviétique dont un long article critiquait la mollesse des autorités polonaises face à l'opposition.

C.L.

FÊTE DE LA BRÈCHE 1984

Quinze ans de brèche

1969-1984 :

Le 31 octobre 1969 paraissait le N° 0 de *La Brèche* avec en couverture la fameuse affiche de Marx : "Notre candidat n'a trouvé place sur aucune liste".

Le 31 octobre 1984, *La Brèche* fête ses quinze ans de parution régulière au cours d'une période riche en événements politiques et sociaux. Avec elle est réapparue en Suisse une presse marxiste vivante. C'est un événement qui mérite d'être fêté.

la brèche

Organe mensuel de la Ligue marxiste révolutionnaire

N° 0/31 octobre 1969

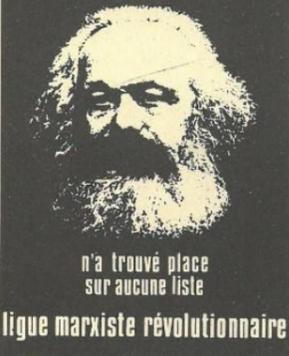
Depuis 20 ans, l'Europe était le Royaume de Dieu. Nous étions arrivés à la fin de l'histoire. L'extinction des conflits de classe du moins le laissait croire. Ce sergent tout le monde : la classe dominante évidemment, mais aussi ce que par antiphrase on appelait "le mouvement ouvrier".

— En avant, camarades, pour un Xe siège au Parlement ! Et la Parti marxiste. Pour que les bandes puissent l'assoir : on était ainsi doucement vers la socialisme.

Survient mai 1968, avec ses dix millions de travailleurs en grève que leurs guides diaboliques, les communistes officiels, s'efforcèrent à suivre. Lorsque les travailleurs ne bougèrent point, pas question de prendre en leur nom le pouvoir. Ainsi parlèrent les sages, en France comme en Suisse. Mais ils ne dirent pas autre chose quand la classe ouvrière dans le monde s'éleva. Pourquoi ? Et bien, parce qu'apparemment il n'y a jamais de situation révolutionnaire.

... à moins toutefois que n'existe une organisation qui mérite ce qualificatif.

notre candidat



n'a trouvé place sur aucune liste
ligue marxiste révolutionnaire

Le 4 novembre prochain, les Américains (une minorité comme d'habitude) se rendront aux urnes pour élire un nouveau président. Plus probablement, pour réélire Reagan qui aura alors les mains libres pour étrangler la révolution sandiniste. Le même jour, les Nicaraguayens (une majorité certainement) éliront démocratiquement un président et une assemblée constituante, dans un climat de tension et de guerre, sous la menace permanente d'une invasion impérialiste, à partir du Honduras. La Fête de *La Brèche*, qui se déroulera au même moment, sera placée sous le signe de notre soutien total aux révolutionnaires centro-américains.

Une fête politique et culturelle

Pendant trois jours, du 2 au 4 novembre, se succéderont à la Maison du Faubourg, à Genève, du théâtre, de la danse (une création originale pour la fête), du reggae (le groupe *Amazulu*, cinq femmes jamaïcaines venant de Londres), du rythm'and blues (avec les *Stunners*, formation parisienne), de la poésie, du cinéma, etc.

Tous les jours des conférences et des débats sur des thèmes politiques importants — les nouvelles technologies, la maternité, le Nicaragua, la politique d'accueil des réfugiés en Suisse, la drogue — seront organisés.

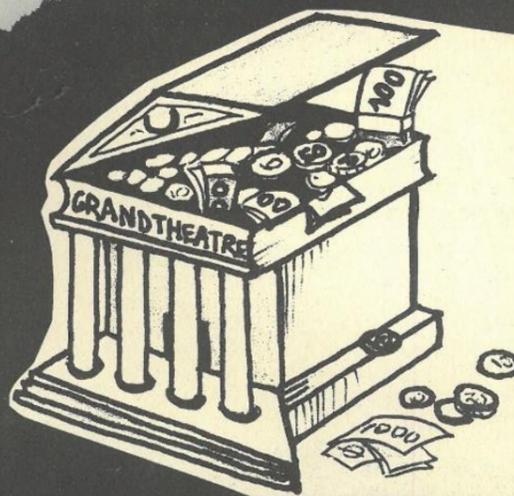
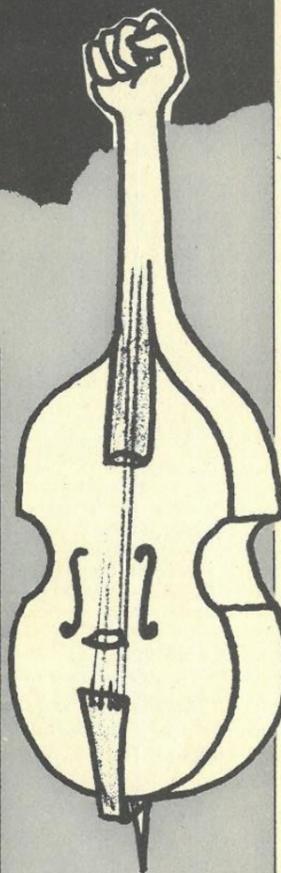
Des possibilités de logement pour tout le week-end sont prévues.

Une fête pour les enfants aussi

Les enfants auront également leurs propres spectacles. Une animation spécialement conçue — intitulée *Voyage fantastique* — est prévue. Photos et films vidéo seront pris au cours de la fête pour les enfants et seront projetés le lendemain dimanche matin, pendant le petit-déjeuner en musique. Les parents sont évidemment invités.

Notre fête n'a trouvé place sur aucune subvention privée ou publique

Malgré de très nombreuses démarches, aucune institution privée ou publique n'a daigné nous aider financièrement. La Ville de Genève qui donne 20 millions par an au Grand Théâtre n'a pas trouvé 10 000 francs pour nous aider à financer la création d'une œuvre lyrique. La Fête de *La Brèche* ne pourra donc être réalisée qu'avec un large soutien. Nous avons besoin de dons, de prêts et de la vente anticipée de 400 billets forfaitaires (Fr. 50.—). Ceci afin de nous garantir contre un éventuel déficit. En cas de succès, le bénéfice sera utilisé pour moderniser l'appareil technique de *La Brèche*. A titre d'exemple, une plieuse nous coûterait plusieurs dizaines de milliers de francs selon le modèle.



ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

LA CHAUX-de-FONDS

Le Théâtre Populaire Romand (TPR) crée, du je 4 octobre au ve 23 novembre, *Par les Villages*, de Peter Handke.

Texte essentiel de notre temps, *Par les Villages* a été créé en 1982 par Wim Wenders à Salzbourg, et par Claude Régy en français au théâtre national de Chaillot à Paris. Le TPR souhaite faire découvrir au public suisse un auteur trop peu connu et pourtant un des plus marquants de la littérature contemporaine; Peter Handke est romancier, dramaturge, poète, scénariste, réalisateur (*La Femme gauchère*). *Par les Villages* nous fait pénétrer au cœur de la vie quotidienne d'un village de montagne et du drame qui s'y noue souterrainement. Les nombreux chantiers, ouverts tout alentour dans la vallée, sont déjà les signes visibles de la métamorphose irréversible du monde...

A La Chaux-de-Fonds, Beau-Site, je 4, ve 5, sa 6 octobre, 19h. Une tournée aura lieu en octobre et novembre en Suisse romande (lieux et dates dans les "Brèche" suivantes).

AU CINÉMA, *Metropolis*, de Fritz Lang, mis en

musique par Giorgio Moroder. *Paris, Texas*, de Wim Wenders. *Le futur est femme*, de Marco Ferreri.

YVERDON

Théâtre municipal

lu 8 oct., 20h30 : *Guy Bedos*. tél. (024) 21 99 22.

L'Echandole, Château d'Yverdon

du ma 25 au je 27 sept., 20h30 : L'Echiquier

Théâtre présente *Le Tricorne enchanté*, de Théophile Gautier, mise en scène de Gil Pidoux. Prix :

Fr. 12.—, ét., appr. : Fr. 8.—. (024) 21 47 74.

Ciné-club : ve 28 sept., 21h : *I Vitelloni*, de Fellini

(Italie, 1953); ve 5 oct., 21h : *The day after* (Le

jour d'après), de Nicholas Meyer (USA, 1983).

LAUSANNE et VAUD

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h30. ve 28, sa 29 sept. : *Silkwood*, de Mike

Nichols (USA, 1983). ma 2, me 3 oct. : *Solaris*, de

Andrei Tarkovski (URSS, 1972). ve 5, sa 6 oct. :

Rue Case Nègre, de Euzhan Palcy (Martinique,

1983, c'est très beau, il ne faut pas le manquer).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

ve 28, sa 29 sept., 20h30 : *Rue Case Nègre*, de

Euzhan Palcy (Martinique, 1983).

GENÈVE

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple jusqu'au di 7 oct., 20h30 (di à 17h, relâche lu) : "Trop tard", de Pierre Miserez et Dominique Python. (022) 32 20 60.

Au 7e, MJC, 5, rue du Temple

du ma 25 sept. au sa 6 oct., 20h30 (di à 17h, relâche lu, je 27 sept. et 4 oct. aussi à 15h) : Le

Théâtre des Rivières (jeune troupe genevoise) présente

Maître Zacharius, spectacle de marionnettes

pour adultes et enfants dès 9 ans qui raconte le

destin tragique d'un horloger genevois.

Salle Simon Patiño, 46, avenue de Miremont

jusqu'au di 30 sept., 20h30 (di à 18h, relâche lu) :

Hanjo Hanjo, deux *Nôds* de Zeami et Yukio Mishima,

mise en scène d'Armen Godel. (022) 47 50 33.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er étage

à 21h. ve 28 sept. : *Trio Bourquin - Francioli*

- Studer. sa 29 : *Tiercé*, ve 5 oct. : *Gerri Allen*.

sa 6 : *Peter Warren Band*. Org. : AMR.

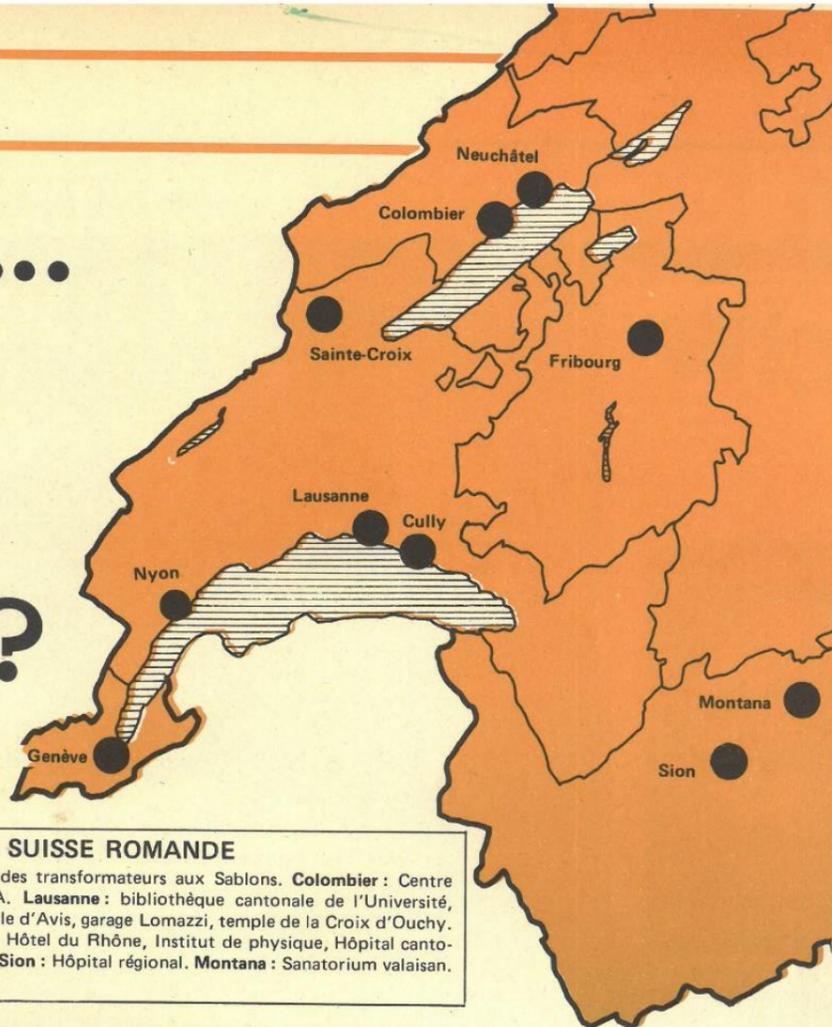
CAC, Cinéma Voltaire

jusqu'au di 14 oct. : films de *Alain Resnais*.

Flo Caja-Lamiante

l'événement

AMIANTE... VOUS AVEZ DIT AMIANTE ?



CARTE DE L'AMIANTE EN SUISSE ROMANDE

Fribourg: église du Christ-Roi, Université. **Neuchâtel**: station des transformateurs aux Sablons. **Colombier**: Centre professionnel (en voie de déflochage). **Sainte-Croix**: Paillard SA. **Lausanne**: bibliothèque cantonale de l'Université, Hôpital cantonal, Grands Magasins Innovation, Société de la Feuille d'Avis, garage Lomazzi, temple de la Croix d'Ouchy. **Cully**: infirmerie de Lavaux. **Nyon**: Collège secondaire. **Genève**: Hôtel du Rhône, Institut de physique, Hôpital cantonal, Hôtel de Ville, Ecole de Genthod, cathédrale de Saint-Pierre. **Sion**: Hôpital régional. **Montana**: Sanatorium valaisan. Ceci est une liste non exhaustive.

Il y a longtemps qu'on le sait: l'amiante est dangereux. Dès 1930, il est suspecté d'être cancérigène et le premier cas de cancer associé à l'asbestose (fibrose pulmonaire) est signalé en 1935. Allait-on introduire des mesures d'interdiction? Pensez donc! L'invention puis l'utilisation massive du flochage à l'amiante (1936) s'imposera au contraire de plus en plus. En Suisse, pendant 40 ans, la technique du flochage sera appliquée par quatre firmes¹ pour revêtir un total de 1,5 km² de plafonds, piliers et poutres de quelque mille bâtiments. De quoi vous "matelasser" les poumons de fibres d'amiante pour un bout de temps!

On se souvient (La Brèche No 320 du 26 mai 1984 et 324 du 25 août 1984) que la section tessinoise du PSO avait déclenché une véritable petite bombe en signalant la présence d'amiante dans trois écoles au moins. Depuis, les autorités tessinoises ont dû réagir et le déflochage de ces écoles a commencé au début septembre. En fait, le cas tessinois n'est que la pointe d'un immense iceberg floqué.

Fribourg: des hosties cancérigènes

Vendredi 31 août: conférence de presse du PSO à Fribourg. Nouvelles révélations, deux bâtiments ont été floqués à l'amiante: l'université et... l'église du Christ-Roi (il me semblait bien qu'elles avaient un drôle de goût ces hosties). Nous demandons si d'au-

tres bâtiments auraient été floqués. Non, répond M. Righetti, responsable du Département des bâtiments: "Jusqu'à preuve du contraire, aucun des 700 immeubles que gère l'Etat n'a subi le flochage à l'amiante" (La Liberté, 1er et 2 septembre 1984, c'est nous qui soulignons, réd.). Justement, nous en exigeons la preuve car M. Righetti ajoute: "Une seule hésitation à propos d'un sous-sol d'un bâtiment de la Faculté des sciences, mais le cas aurait dû être réglé" (La Liberté, 1er et 2 septembre 1984). Réglé... par qui, quand, comment? Silence du côté des autorités. Quant à l'église du Christ-Roi, M. Righetti, tel Judas, s'en lave les mains, de même en ce qui concerne les immeubles privés. Comme on le voit, les autorités fribourgeoises sont animées d'un souci de la santé publique qui les honore.

Dossier amiante à Temps présent

Jeudi 27 septembre à 20h10, la TV romande présente, dans le cadre de l'émission "Temps présent", un dossier sur les dangers de l'amiante. Le film proposé - Alice: un combat pour la vie, reportage de John Wallis, adaptation française de José Roy, réalisé en 1982 pour la TV britannique - recueille les témoignages de victimes de l'amiante, aujourd'hui décédées. La présentation de ce reportage suscita un large débat controversé en Angleterre. Les entreprises mises en cause minimisèrent le nombre des victimes de l'amiante. C'est fou ce que les mœurs des floqueurs suisses et étrangers se ressemblent.

A Vaud l'eau

Le canton de Vaud, par contre, prend les devants. A la suite d'une lettre ouverte du PSO vaudois, on apprend que le Conseil d'Etat a pris la décision de dresser un inventaire des bâtiments floqués. Mais l'inventaire ne portera que sur les immeubles de l'Etat. Quant aux communes, dont dépendent les écoles primaires et secondaires, elles en sont dispensées. Une façon comme une autre de ne rien faire tout en déclarant qu'on prend les choses en main. Le 6 sep-

tembre, le PSO tient conférence de presse et dénonce la présence d'amiante dans une vingtaine de bâtiments: l'ancien réfectoire du collège de Nyon, deux locaux et la chapelle de l'hôpital cantonal, l'hôpital de Lavaux à Cully, etc. Sans les déclarations du PSO, largement répercutées par la presse, la radio et la TV, l'opinion publique ignorerait encore la présence réelle et importante d'amiante dans le canton.

Genève: amiante à l'hôpital

Depuis 1977, l'isolation acoustique et ignifuge par flochage à l'amiante est interdite à Genève. Fort bien! Mais il reste probablement une huitantaine d'immeubles floqués dont en tout cas: le siège du Département de l'Instruction publique, la salle des machines de l'Institut de physique, l'école de Genthod et surtout deux salles de l'hôpital cantonal. Pour ce dernier, le PSO a prélevé deux morceaux de flochage. Après analyse à l'Institut universitaire de médecine du travail et d'hygiène industrielle de Lausanne, le verdict est clair: les deux échantillons contiennent en grande proportion de l'amiante crocidolite, le plus dangereux de tous. Le résultat ainsi qu'une liste provisoire de bâtiments floqués sont rendus publics par le PSO lors d'une conférence de presse le 7 septembre. La presse, la radio et la TV en rendent généreusement compte. Encore une fois, le PSO est à l'origine de l'information du public.

Par ces actions de dénonciation, le PSO entend non seulement attirer l'attention du public sur le problème mais également montrer la nécessité d'instaurer dans les entreprises un véritable contrôle indépendant des travailleurs sur leurs conditions de travail. En effet, jusqu'ici, ni la CNA (Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents), ni les autorités cantonales et fédérales n'ont pris la moindre initiative en vue de réaliser un contrôle efficace et de contraindre les entreprises floqueuses ou productrices d'amiante à cesser cette production. Sans la campagne publique du PSO, toute cette affaire aurait été complètement étouffée.

P. Girardet

Eternit et l'amiante:

"CES CHERS CLIENTS"

En 1990 au plus tard, l'amiante sera définitivement banni des produits en fibrociment destinés à l'industrie suisse du bâtiment, a déclaré mardi 11 septembre le directeur des ventes d'Eternit SA, M. Flurin Steiner. D'après ses déclarations, trois raisons poussent Eternit à se passer de l'amiante: "dans trente ans la matière première sera épuisée; l'amiante devient toujours plus cher; il convient de tenir compte de la conviction intime des clients à propos de la nocivité éventuelle de l'amiante" (ATS, 12 septembre 1984). C'est remarquable: d'après Eternit SA, la nocivité n'est qu'éventuelle

— les premiers soupçons remontent aux années trente et depuis 1964 la communauté scientifique a établi les preuves de la nocivité évidente de l'amiante

— et cette conviction n'est pas celle d'Eternit (on s'en serait douté) mais celle des clients (lesquels, ceux qui souffrent d'asbestose??). Peut-on étaler plus crûment son cynisme? Cette attitude sahit parfaitement la réalité de notre système économique: alors que depuis des décennies on connaît la nocivité de l'amiante, Eternit SA, afin de rentabiliser ses investissements et soigner ses profits, continuera envers et contre tout à produire de l'amiante jusqu'en 1990. C'est cela l'anarchie du capitalisme: profits d'abord, santé des travailleurs et de la population ensuite! Mais ce n'est pas tout. Si Eternit peut continuer d'empoisonner jusqu'en 1990, c'est que la loi l'y autorise. En Suisse, en effet, les floccages à l'amiante ne sont toujours pas interdits alors que dans la plupart des pays industrialisés, ils le sont depuis plusieurs années. Certains, comme la Suède en 1976 ou le Danemark en 1980, ont édicté des interdictions globales de la plupart des usages de l'amiante, y compris l'amiante-ciment. En Suisse, on en est encore loin!

Même chose au plan cantonal. Malgré les révélations du PSO, les autorités des divers cantons concernés n'ont pas bougé, à part Genève où les floccages à l'amiante sont interdits depuis 1977. Même le Tessin, qui pourtant est un des rares cantons à avoir entrepris quelque chose en la matière, défloque sans le contrôle des experts lausannois de l'EPFL et de l'Institut universitaire de médecine du travail qui sont les mieux équipés pour superviser ce genre d'opération. Ainsi, les mesures que nous avons déjà proposées (La Brèche No 324 du 25 août 1984) restent urgentes. La première de celles-ci: interdiction juridique de tous les floccages à l'amiante.

P. Girardet

1. Il s'agit de Bernard Hitz Söhne, Schneider & Co. AG, CTW-Spray AG, Siegfried Keller.